

DEPARTEMENT

DORDOGNE

**DELIBERATION**  
**DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**  
**SARLAT-PERIGORD NOIR**

**Séance du 12 Décembre 2016**



L'an deux mille seize, et le douze décembre à 18 heures, le Conseil de la Communauté de communes Sarlat-Périgord Noir, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, selon convocation en date du 05 décembre 2016 à Saint Vincent de Cosse, salle de réunion du domaine de « Monrecour », sous la présidence de Jean-Jacques de Peretti, Président.

Monsieur Patrick ALDRIN est désigné comme secrétaire de séance.

Membres en exercice	37
Présents	25
Représentés	8
Votants	33
Abstentions	0
Exprimés	33
Pour	33
Contre	0

**Présents** : ALDRIN Patrick, ASTIE Jean-Luc, CABANEL Marlies, CASTAGNAU Jean-Claude, CHAUMEL Jean-Marie, COQ-LEFRANCQ Hélène, CROUZILLE Patrick, de PERETTI Jean-Jacques, DELATTAINANT Marie-Pierre, DELIBIE Didier, DOURSAT Jean-Pierre, DUVAL Franck, FAUGERE Gisèle, KNEBLEWSKI Michel, LAMOUROUX Christian, MANET Roland, PASSERIEUX Alain, PERUSIN Jean-Michel, PEYRAT Jérôme, SALINIE Patrick, SINGIER Patrick, TRAVERSE Frédéric, VALETTE Marie-Pierre, VENANCIE Bernard, VEYRET Daniel.

**Procurations** : BONDONNEAU Romain à ASTIE Jean-Luc, COLARDEAU-TRICHET Sophie à DELATTAINANT Marie-Pierre, LE GOFF Anick à COQ-LEFRANCQ Hélène, MARTINET Jean-François à PERUSIN Jean-Michel, MELOT Philippe à CABANEL Marlies, SECRESTAT Benoit à CROUZILLE Patrick, TEXEIRA Isabelle à ALDRIN Patrick, VANIERE Julien à KNEBLEWSKI Michel.

**Absents excusés** : CLOUP Etienne, DROIN Jean-Fred, MARGAT Marie-Louise, NICOLAS Jeannine.

Délibération N°2016-103

**APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE SARLAT-LA-CANEDA SUITE A LA MODIFICATION N°6**

Monsieur le Président rappelle que le dossier de la modification de droit commune n°6 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Sarlat la Canéda concerne : l'extension et les annexes des habitations existantes en zones A et N, le nettoyage du PLU par la suppression du coefficient d'occupation des sols (article 14), de la superficie minimale des terrains (article 5) et la réactualisation suite à la loi ALUR, la modification des articles UA-6 et UA-7, la réalisation des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration et enregistrement en zone N ;

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.101-1 et L.101-2, L.153-36, L.153-37, L.153-40 à L.153-43 ;

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 22/04/2006, modifié les 25/05/2007, 29/05/2009, le 14/09/2012 et le 29/02/2016 et révisé les 29/05/2009, 14/10/2011 et 14/09/2012 et mis en compatibilité le 28/04/2011 ;

**Vu** l'arrêté en date du 23 mars 2016 prescrivant l'engagement de la procédure de modification n°6 du PLU de Sarlat la Canéda ;

**Vu** l'arrêté du Président en date du 8 août 2016 prescrivant l'enquête publique ;

**Vu** les conclusions et le rapport du Commissaire Enquêteur ;

**Vu** l'ensemble des avis des personnes associées et de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles, et Forestiers (CDPENAF), consultées au cours de la procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Président,  
Entendu l'avis des personnes publiques associées,  
Entendu le rapport et les conclusions du commissaire Enquêteur,

**Vu** l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 25 novembre 2016,

**Considérant** que les remarques suivantes issues des avis des personnes associées et consultées et des résultats de l'enquête publique justifient des adaptations mineures du projet de PLU :

- *intégration des remarques de l'ARS concernant les ICPE*

**Considérant** que le dossier de modification n°6 du PLU tel qu'il est présenté au conseil communautaire est prêt à être approuvé conformément à l'article L153-43 du code de l'urbanisme ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **APPROUVE** telle qu'elle est annexée à la présente délibération, la modification n° 6 du plan local d'urbanisme de SARLAT-LA CANEDA ;
- **DIT** que conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ainsi qu'à la mairie de Sarlat-La-Canéda durant un mois. En outre, mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- **DIT** que conformément aux dispositions de l'article L.153-44 du code de l'urbanisme, la présente délibération est exécutoire dans un délai d'un mois suivant sa transmission au Préfet si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter à la modification du Plan Local d'Urbanisme, ou, dans le cas contraire, à compter de l'intervention des modifications demandées ;
- **DIT** que la présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat accompagnée du dossier complet. Elle sera exécutoire à compter de l'exécution de l'ensemble des formalités prévues ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué ;
- **DIT** que le dossier de modification du PLU approuvée est tenu à disposition du public à la communauté de communes, à la mairie de SARLAT-LA CANEDA et à la sous-préfecture aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération ;
- **DIT** que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes sont inscrits au budget général.

Fait et délibéré, les jours mois et an que dessus,  
Au registre sont les signatures,  
Pour copie conforme.  
Le Président,  
Jean-Jacques de Peretti



**DELIBERATION**  
**SEANCE DU 9 DECEMBRE 2005**

L'an DEUX MILLE CINQ, le **NEUF DECEMBRE** à **DIX-HUIT HEURES**, le **CONSEIL MUNICIPAL**, à la suite de la convocation adressée par M. le Maire le **PREMIER DECEMBRE** s'est réuni à la **MAIRIE** en séance publique sous la présidence de **M. de PERETTI**, Maire.

Etaient présents : M. Jean-Jacques de PERETTI Maire, M. Edmond MOUCHARD, Mme Marie-Louise MARGAT, M. Francis LASFARGUE, Mme Thérèse TISSERAND, M. Philippe MELOT, M. Jean-Michel GARRIGOU, M. Gaston GENTET, Mme Georgie GERY, Mme Simone GARRIGOU, Mme Arlette LAROCHE, M. Guy GIRAUDET, M. Jacques GAUSSINEL, Mme Monique BOURRINET, M. Lucien CANTEGREL, M. José BASTOS, Mme Geneviève MOREAU-BORDENAVE, Mme Bénédicte BEAUDOIN, Mme Giliane AUSSEL, Mme Marlies CABANEL, M. Pierre GRENOT, M. Louis DELMON, M. Henri GUIARDEL, Mme Annick LE GOFF, M. Pierre MALBEC, M. Claude LAVAL.

**Nombre de Conseillers**

En exercice : 29  
Présents : 26  
Votants : 28

Procuration de : M. Olivier THOMAS à Mme Bénédicte BEAUDOIN, Mme Sylvie EIDELMAN à M. Henri GUIARDEL.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents : M. Olivier THOMAS, Melle Géraldine DUCLA, Mme Sylvie EIDELMAN.

Mme Marlies CABANEL a été élue Secrétaire.

**Délibération**  
**N° 22**

**PUBLICITE, ENSEIGNES ET PRE-ENSEIGNES : APPROBATION DES PROJETS DE REGLEMENTS.**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération en date du 26 avril 1990 et par arrêté municipal en date du 23 mai 1990, la commune a adopté une réglementation locale en matière de publicité, enseignes et pré-enseignes.

Considérant qu'il y avait lieu d'assurer une meilleure protection du cadre de vie et de l'environnement dans le respect des principes du droit de l'affichage publicitaire et de la liberté du commerce et de l'industrie, il a été décidé d'édicter une nouvelle réglementation municipale relative à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes.

MAIRIE DE SARLAT

Hôtel de ville  
Place de la Liberté  
B.P. N°163  
24205 sarlat cedex

Tél. 05 53 31 53 31  
Fax. 05 53 31 08 04  
www.sarlat.fr



Par délibérations en date des 02 juillet 2001, 14 décembre 2001 et 1<sup>er</sup> juillet 2002, le Conseil Municipal a demandé à Monsieur le Préfet de constituer un nouveau groupe de travail et a désigné ses représentants.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que par arrêté en date du 29 novembre 2002 modifié le 26 novembre 2004, Monsieur le Préfet de la Dordogne a constitué un groupe de travail pour la révision du règlement municipal relatif à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes sur le territoire de la commune.

Considérant qu'il était nécessaire de distinguer entre d'une part, la publicité et les pré-enseignes et d'autre part, les enseignes, le groupe de travail, qui s'est réuni les 7 février et 14 avril 2005, a arrêté deux projets de réglementation locale.

Ces projets, qui ont reçu un avis favorable de la Commission Départementale des Sites, Paysages et Perspectives en date du 28 juin 2005, sont aujourd'hui soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission Administration Générale et Finances,

- **APPROUVE** le projet de règlement municipal relatif à la publicité et aux pré-enseignes ;
- **APPROUVE** le projet de règlement municipal relatif aux enseignes ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre les arrêtés municipaux y afférant.

**VOTE A L'UNANIMITE** par scrutin public à main levée.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures.

**En Mairie, le 9 décembre 2005.**

Le Maire,

Signé : Jean-Jacques de PERETTI

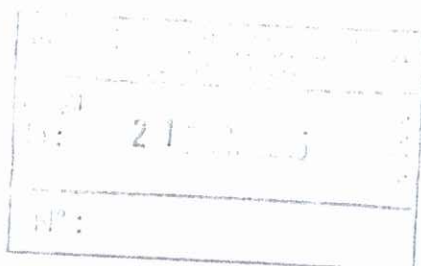
Pour ampliation certifiée  
conforme à l'original

Sarlat  
Le



09 DEC 2005

*L'Adjoint délégué*



**DELIBERATION**  
**SEANCE DU 22 AVRIL 2006**

L'an DEUX MILLE SIX, le VINGT DEUX AVRIL à DIX HEURES TRENTE, le **CONSEIL MUNICIPAL**, à la suite de la convocation adressée par M. le Maire le TREIZE AVRIL s'est réuni à la **MAIRIE** en séance publique sous la présidence de **M. de PERETTI**, Maire.

**Etaient présents :** M. Jean-Jacques de PERETTI Maire, M. Edmond MOUCHARD, Mme Thérèse TISSERAND, M. Jean-Michel GARRIGOU, M. Gaston GENTET, Mme Arlette LAROCHE, M. Guy GIRAUDET, M. Jacques GAUSSINEL, Mme Monique BOURRINET, M. Lucien CANTEGREL, Mme Giliane AUSSEL, Mme Marlies CABANEL, M. Pierre GRENOT, M. Louis DELMON, Mme Annick LE GOFF, Mme Sylvie EIDELMAN, M. Pierre MALBEC, M. Claude LAVAL.

**Nombre de Conseillers**

En exercice : 29  
Présents : 18  
Votants : 26

**Procuration de :** Mme Marie-Louise MARGAT à Mme Marlies CABANEL, M. Francis LASFARGUE à M. Gaston GENTET, M. Philippe MELOT à M. Edmond MOUCHARD, Mme Georgie GERY à Jean-Michel GARRIGOU, Mme Simone GARRIGOU à M. Jacques GAUSSINEL, Mme Bénédicte BEAUDOIN à M. Guy GIRAUDET, M. Olivier THOMAS à M. Lucien CANTEGREL, M. Henri GUIRARDEL à Mme Sylvie EIDELMAN.

Formant la majorité des membres en exercice.

**Absents :** Mme Marie-Louise MARGAT, M. Francis LASFARGUE, M. Philippe MELOT, Mme Georgie GERY, Mme Simone GARRIGOU, M. José BASTOS, Mme Geneviève MOREAU-BORDENAVE, Mme Bénédicte BEAUDOIN, M. Olivier THOMAS, Melle Géraldine DUCLA, M. Henri GUIRARDEL.

M. Pierre GRENOT a été élu Secrétaire.

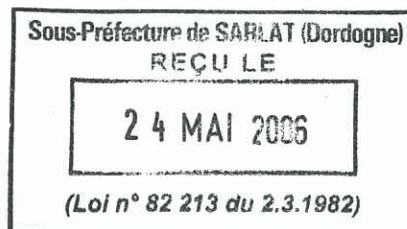
**Délibération**  
**N° 01**

**APPROBATION DE LA REVISION DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS AVEC TRANSFORMATION EN PLAN LOCAL D'URBANISME.**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal les conditions dans lesquelles s'est déroulée l'enquête publique sur le projet de révision du Plan d'Occupation des Sols avec transformation en Plan Local d'Urbanisme destiné à remplacer le Plan d'Occupation des Sols actuellement applicable, ainsi que les observations de Monsieur le Préfet sur le projet arrêté et les conclusions du commissaire-enquêteur.

MAIRIE DE SARLAT  
Hôtel de ville  
Place de la Liberté  
B.P. N°163  
24205 sarlat cedex

Tél. 05 53 31 53 31  
Fax. 05 53 31 08 04  
www.sarlat.fr



Il présente l'ensemble des corrections retenues pour notamment prendre en compte les résultats de l'enquête publique et les observations préfectorales.

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L. 123-10, L. 123-12, L. 123-13, L. 123-19, R. 123-24 et R. 123-25 ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 22 février 2001 décidant la révision du Plan d'Occupation des Sols approuvé le 3 février 1997 ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 4 février 2002 précisant la révision du Plan d'Occupation des Sols, sa transformation en Plan Local d'Urbanisme et fixant les modalités de la concertation avec la population conformément à l'article L. 300-2 du Code de l'Urbanisme ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2005 arrêtant le projet de révision du Plan d'Occupation des Sols et approuvant le bilan de la concertation ;

VU les avis des personnes publiques associées jointes au dossier de l'enquête publique et notamment les observations de Monsieur le Préfet de la Dordogne en date du 3 octobre 2005 complétées des dispositions nécessaires à leur prise en compte ;

VU l'arrêté municipal en date du 9 septembre 2005 prescrivant l'enquête publique sur le projet de révision du Plan d'Occupation des Sols avec transformation en Plan Local d'Urbanisme ;

VU l'arrêté municipal en date du 10 octobre 2005 modifiant l'arrêté du 9 septembre 2005 prescrivant l'enquête publique sur le projet de révision du Plan d'Occupation des Sols avec transformation en Plan Local d'Urbanisme ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 12 janvier 2006 ;

VU le compte rendu de la réunion d'examen des résultats de l'enquête publique du 17 mars 2006 ;

VU l'avis de la Commission Urbanisme en date du 17 mars 2006 ;

VU l'arrêté municipal en date du 19 avril 2006 portant mise à jour du Plan d'Occupation des Sols concernant la voie de la Vallée de la Dordogne ;

VU l'arrêté municipal en date du 20 avril 2006 portant mise à jour du Plan d'Occupation des Sols concernant la Route Départementale n° 704 ;

**CONSIDERANT** que les résultats de l'enquête publique ont justifié quelques modifications mineures du projet de révision du Plan d'Occupation des Sols ;

**CONSIDERANT** que le projet de révision du Plan d'Occupation des Sols avec transformation en Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10 du Code de l'Urbanisme ;

Le Conseil Municipal, entendu l'exposé de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré,

- **APPROUVE** la révision du Plan d'Occupation des Sols avec transformation en Plan Local d'Urbanisme ci-annexé ;
- **DIT** que la présente délibération accompagnée du dossier approuvé qui lui est annexé sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de SARLAT-LA CANEDA ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois et mention en sera insérée dans les journaux « Sud-Ouest », « L'Echo de la Dordogne » et « L'Essor Sarladais » ;
- **DIT** que le dossier approuvé sera tenu à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux :

↳ à la Mairie de SARLAT-LA CANEDA,  
↳ à la Préfecture de la DORDOGNE,  
↳ à la Sous-Préfecture de SARLAT-LA CANEDA.

- **DIT** que la présente délibération deviendra exécutoire dans un délai d'un mois suivant sa réception par Monsieur le Préfet de la Dordogne, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier approuvé, ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.

**VOTE A LA MAJORITE** par scrutin public à main levée.

Pour : 24 voix

Abstentions : 4 voix (M. DELMON, Mme LE GOFF, Mme EIDELMAN, M. GUIARDEL)

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures.

**En Mairie, le 22 avril 2006.**

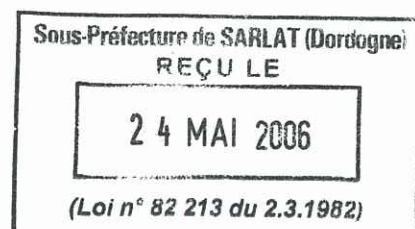
Le Maire,

Signé : Jean-Jacques de PERETTI



*Pour Ampliation,  
Certifié Conforme à l'original.  
Sarlat-La Caneda,  
Le 22 avril 2006.*

*L'Adjoint délégué,  
Edmond MOUCHARD.*



Réf. : Direction Générale des Services  
Urbanisme et Environnement

*Le Maire de la Ville de Sarlat-La Canéda*

*VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*VU les articles L.581-1 et suivants du Code de l'Environnement et l'ensemble des décrets d'application de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 modifiée, relative à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes ;*

*VU le décret en Conseil d'Etat du 28 juillet 1989 instituant le secteur sauvegardé sur le territoire de la Commune de Sarlat-La Canéda ;*

*VU la délibération du conseil municipal du 14 février 1990 relative à la désignation des membres du groupe de travail représentant le Conseil Municipal ;*

*VU l'arrêté préfectoral du 02 mars 1990 constituant le groupe de travail conformément à l'article 13 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 ;*

*VU le projet élaboré par le groupe de travail et approuvé par celui-ci lors de la réunion du 09 mars 1990 ;*

*VU l'avis favorable rendu le 24 avril 1990 par la Commission Départementale des Sites, Perspectives et Paysages ;*

*VU la délibération du Conseil Municipal du 26 avril 1990 approuvant le règlement municipal relatif à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes ;*

*VU la délibération du Conseil Municipal du 02 juillet 2001 modifiée par celle du 14 décembre 2001 et par celle du 1<sup>er</sup> juillet 2002 demandant la constitution d'un nouveau groupe de travail et portant désignation des représentants du Conseil Municipal ;*

*VU l'arrêté préfectoral n° 022029 en date du 29 novembre 2002 portant constitution du groupe de travail pour la révision du règlement municipal de la publicité, des enseignes et pré-enseignes sur le territoire de la Commune de Sarlat-La Canéda ;*

MAIRIE DE SARLAT

Hôtel de ville  
Place de la Liberté  
B.P. N°163  
24205 sarlat cedex

Tél. 05 53 31 53 31  
Fax. 05 53 31 08 04  
www.sarlat.fr

Sous-Préfecture de SARLAT (Dordogne)

REÇU LE

22 FEV. 2006

(Loi n° 82 213 du 2.3.1982)

*VU l'arrêté préfectoral en date du 26 novembre 2004 modifiant l'arrêté préfectoral n° 022029 en date du 29 novembre 2002 ;*

*VU les réunions du groupe de travail en date des 7 février et 14 avril 2005 ;*

*VU le projet élaboré par le groupe de travail et approuvé en date du 14 avril 2005 ;*

*VU l'avis favorable de la Commission Départementale des Sites en date du 28 juin 2005 ;*

*VU la délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2005 approuvant le règlement municipal relatif aux enseignes ;*

*CONSIDERANT qu'il y a lieu d'assurer une meilleure protection du cadre de vie et de l'environnement tout en combinant le respect des principes du droit de l'affichage publicitaire et la liberté du commerce et de l'industrie, il a été décidé d'édicter une nouvelle réglementation municipale relative aux enseignes sur le territoire de la Commune de Sarlat-La Canéda.*

## **ARRETE**

### **TITRE PRELIMINAIRE : DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES A TOUTES LES ZONES**

#### **Article 1 : Définition de l'Enseigne**

*Constitue une enseigne, toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.*

#### **Article 2 : Autorisation**

*L'installation d'une enseigne, sur l'ensemble du territoire de la commune, est soumise à l'autorisation du Maire, après avis de l'Architecte des Bâtiments de France dans les espaces relevant de sa compétence.*

*A cet effet, un dossier comportant un plan de situation, un extrait cadastral, des photos de la façade concernée et des dessins du projet en coupe et élévation devra être impérativement remis à la Mairie de Sarlat-La Canéda pour instruction avant le début des travaux.*

*Les enseignes à faisceau de rayonnement laser sont soumises, en outre, à l'autorisation du Préfet de la Dordogne.*

#### **Article 3 : Cessation d'Activité**

*En cas de cessation de l'activité d'un commerce disposant sur l'une des zones ci-après définies de l'un des dispositifs mentionnés aux articles suivants, ceux-ci devront être impérativement et entièrement déposés (pieds et armatures compris) par la personne physique ou morale concernée sous peine des sanctions prévues à l'article 4 du présent arrêté.*

#### Article 4 : Sanctions

*Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera sanctionnée conformément à la procédure prévue par les articles L.581-26 à L.581-41 du Code de l'Environnement et des textes réglementaires pris pour son application.*

#### Article 5 : Délimitation des Zones

*En matière d'enseigne, il est créé 2 zones de réglementation : d'une part, le secteur sauvegardé et les abords des monuments classés et d'autre part, le reste du territoire communal (cf. Plan en Annexe).*

#### Article 6 : Les Enseignes interdites

*Sont interdites sur l'ensemble du territoire de la commune, les enseignes sur clôtures pleine ou ajourées, les enseignes sur toiture, en terrasse, sur les balcons et garde-corps.*

#### Article 7 : Nombre de dispositif par commerce

*L'immeuble qui supporte l'enseigne doit comporter une activité commerciale ou de service.*

*A l'exception des enseignes en « totem » ci-après définies et nonobstant la réglementation applicable aux enseignes des commerces en retrait, l'enseigne sera posée sur l'immeuble où est implanté le commerce, sinon elle est considérée comme pré-enseigne et relève de la réglementation applicable en matière de publicité et de pré-enseignes.*

*Chaque activité pourra avoir, par façade, une enseigne en drapeau et une enseigne en applique.*

#### Article 8 : Evolutivité

*Des adaptations justifiées par des motifs architecturaux ou paysagers, d'intérêt général ou économiques, pourront être admises ou, au contraire, des prescriptions particulières pourront être imposées par le Maire après avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France.*

## TITRE 1 : REGLEMENTATION APPLICABLE AU SECTEUR SAUVEGARDE

### SECTION 1 : Les Enseignes en applique

#### Article 9 : Définition

Constitue une enseigne en applique, toute inscription forme ou image apposée directement à plat sur le mur de l'immeuble et strictement relative à l'activité qui s'y exerce dont les dimensions se définissent par application des dispositions énoncées à l'article 11 du présent arrêté.

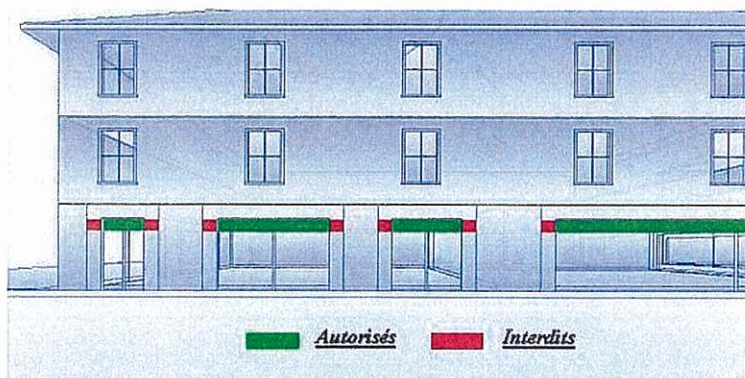
#### Article 10 : Nombre

Une seule enseigne en applique est autorisée par façade ou par baie commerciale.

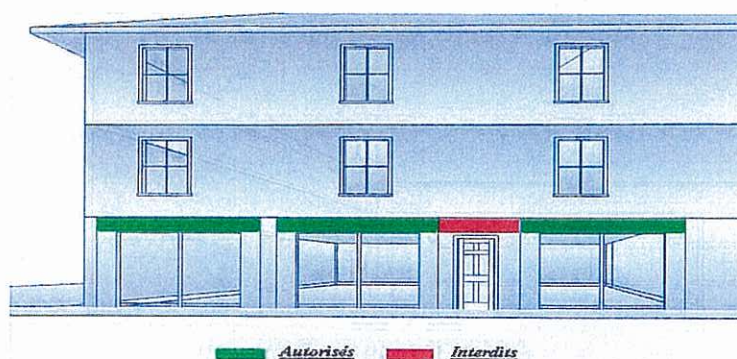
#### Article 11 : Graphisme et Positionnement

Les enseignes appliquées à plat sur un mur ou une vitrine ne pourront qu'être parallèles à ce mur ou cette vitrine.

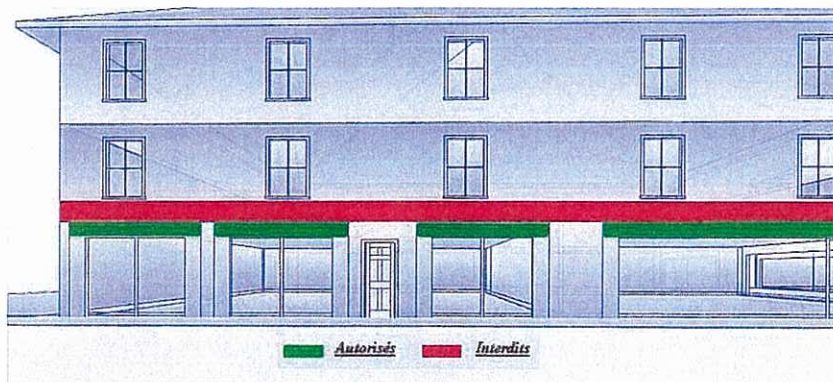
Dans la baie, la largeur de l'enseigne sera limitée à celle de la vitrine (cf. Schéma ci-contre).



Au-dessus de la baie, les limites latérales de l'enseigne seront fixées par les tableaux extérieurs des baies. En aucun cas, l'enseigne ne pourra être posée dans ou au-dessus d'une porte d'entrée d'immeuble (cf. Schéma ci-contre).



*La limite supérieure de l'enseigne au-dessus de la baie commerciale devra se situer en-dessous des appuis des baies du premier étage (cf. Schéma ci-contre).*



*Les lettres constituant l'enseigne seront disposées de façon à ne pas dépasser l'emprise des baies commerciales et devront avoir une dimension maximale de 50 cm en hauteur et 8 cm d'épaisseur.*

*Toutefois, en application de l'article 8 du présent arrêté, et sous réserve de l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France, des adaptations justifiées par des motifs architecturaux, paysagers, d'intérêt général ou économique pourront être apportées.*

#### Article 12 : Eclairage

*Seul un éclairage intégré à l'enseigne est admis de sorte que son dispositif soit invisible en façade.*

### SECTION 2 : Les Enseignes en drapeau

#### Article 13 : Définition

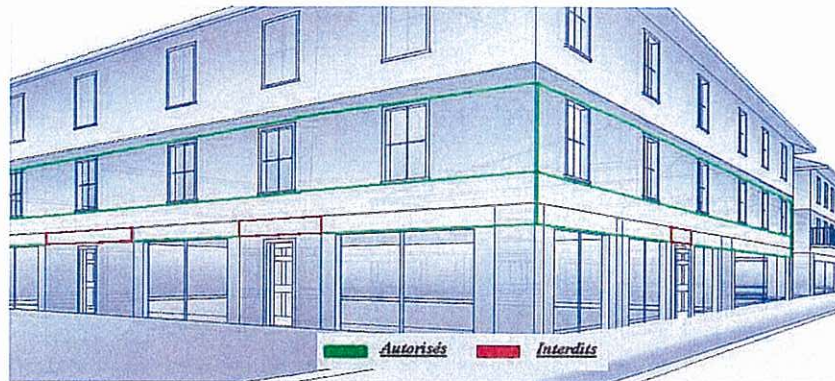
*Constitue une enseigne en drapeau, toute inscription forme ou image apposée sur l'immeuble en surplomb du domaine public et strictement relative à l'activité qui s'y exerce dont les dimensions n'excède pas 80 cm tant en saillie qu'en hauteur.*

#### Article 14 : Nombre

*Une seule enseigne en drapeau est autorisée par commerce en rez-de-chaussée et par rue. Il n'est pas autorisé d'enseigne en drapeau pour les activités en étage.*

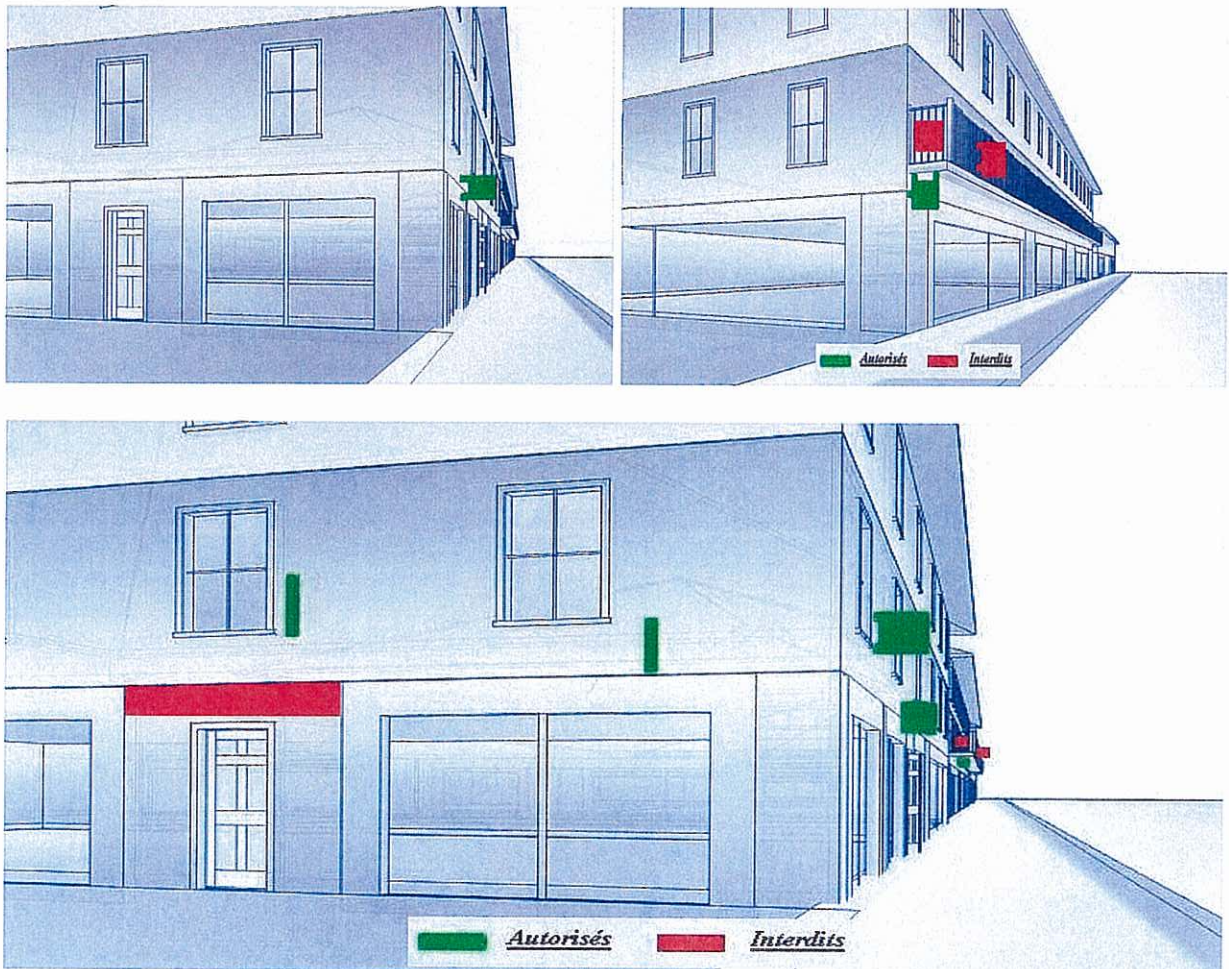
### Article 15 : Positionnement

*Les enseignes en drapeau devront être implantées, soit entre le haut de la vitrine du commerce concerné et le bas des fenêtres du premier étage, soit dans la ligne formée par l'emprise des baies du premier étage (cf. Schéma ci-contre).*



*En surplomb du domaine public, les enseignes en drapeau ne dépasseront pas 1 mètre pris à partir de leur point d'ancrage sur le mur de l'immeuble concerné sans pouvoir, toutefois, dépasser le fil d'eau du trottoir lorsque sa largeur est inférieure à 1 mètre.*

*L'implantation d'une enseigne en drapeau sur ou à partir d'un balcon est interdite (cf. Schémas ci-contre).*



Toutefois, en application de l'article 8 du présent arrêté, et sous réserve de l'avis conforme de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France, des adaptations justifiées par des motifs architecturaux, paysagers, d'intérêt général ou économique pourront être apportées.

#### Article 16 : Eclairage

Un éclairage intégré dans le corps de l'enseigne est admis à condition qu'il ne soit pas visible en façade et toute autre forme d'éclairage devra au préalable être soumise à autorisation.

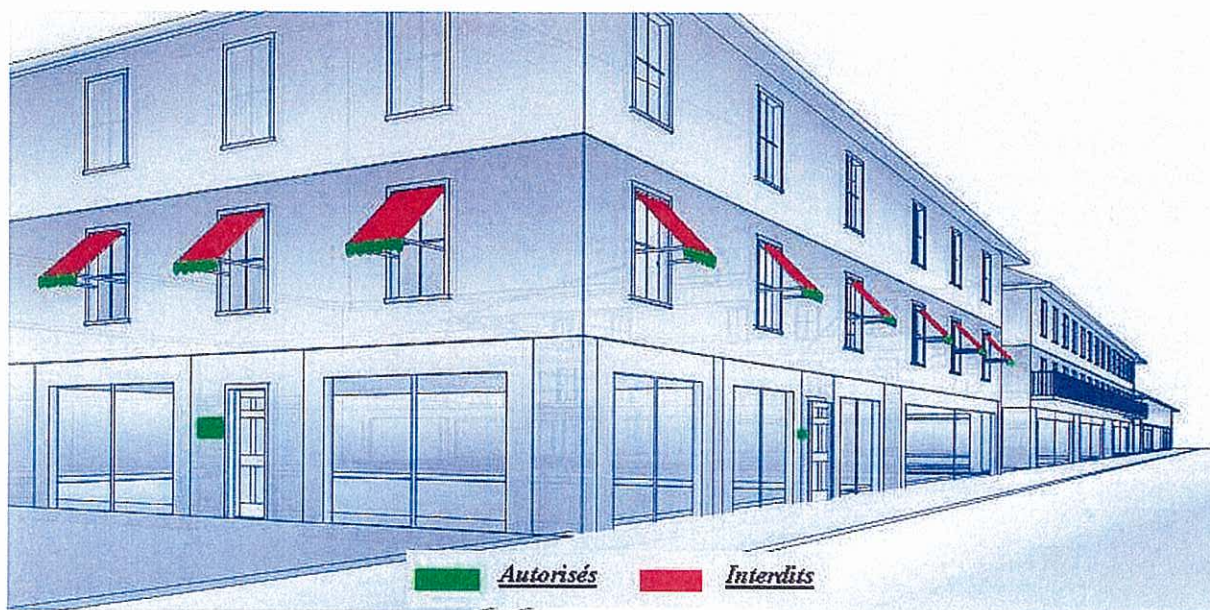
### SECTION 3 : Les activités en étage

#### Article 17 : Implantation

Les enseignes seront soit collées sur la vitre, soit placées sur le bandeau inférieur des stores en toile de teinte unie, positionnées dans les baies, entre tableaux, à l'exclusion de tout autre emplacement (cf. Schéma ci-dessous).

En rez-de-chaussée, une plaque d'une dimension maximale de 20 cm x 30 cm rappelant les activités exercées à l'étage peut être apposée à l'entrée de l'immeuble.

En cas d'existence de plusieurs activités exercées en étage, leur indication sera regroupée sur une seule plaque ou support multiple de 20 cm x 30 cm sans toutefois excéder 1 mètre de hauteur.



#### Article 18 : Eclairage

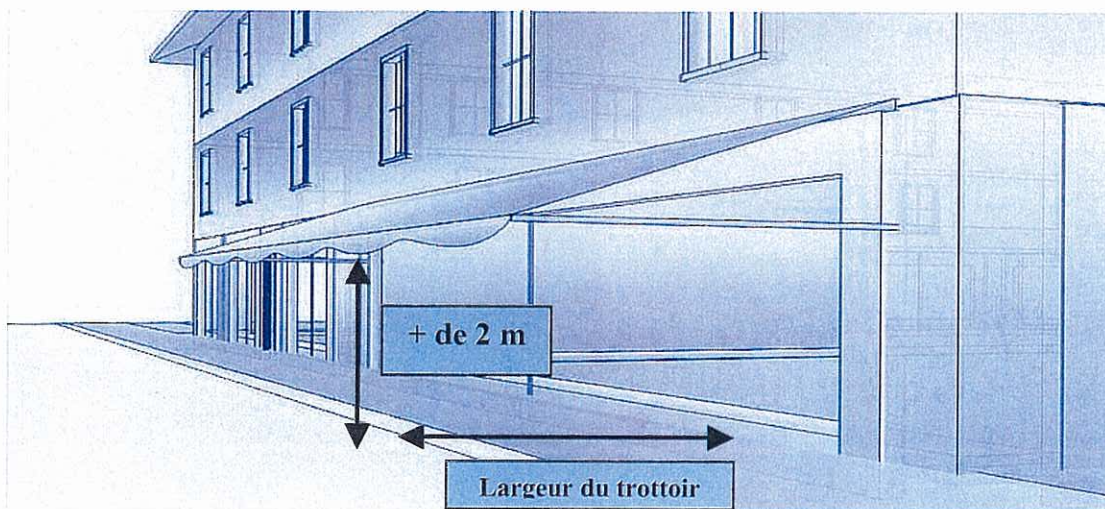
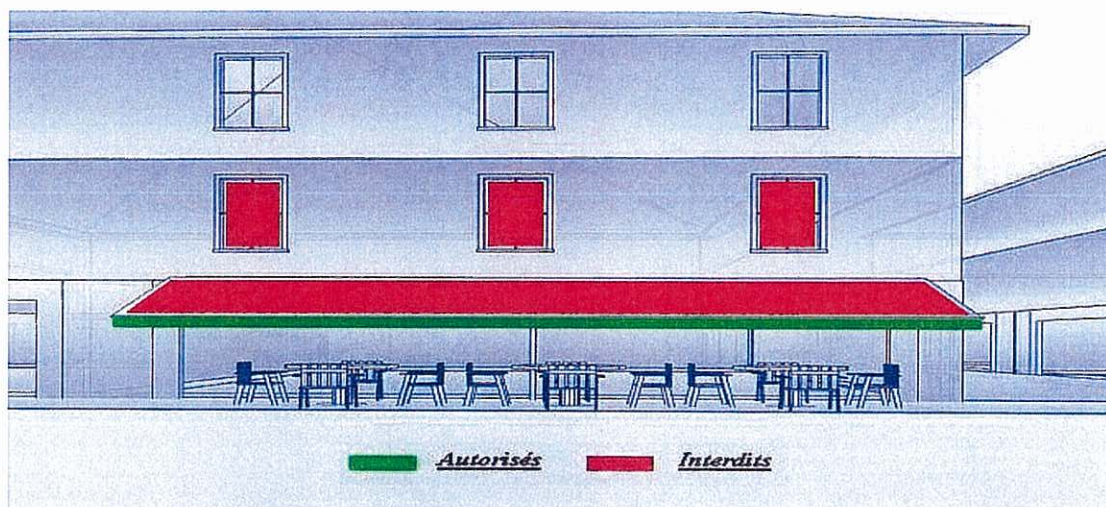
Aucun éclairage n'est autorisé pour les activités s'exerçant en étage.

## **SECTION 4 : Les Stores**

### **Article 19 : Conditions d'Implantation**

Un store amovible de teinte unie avec indication de la raison sociale du commerce concerné sur le bandeau inférieur pourra être installé sous linteaux et déployé sur la largeur du trottoir en respectant toutefois une hauteur minimale de 2 mètres.

En surplomb du domaine public, le store déployé ne devra pas dépasser le fil d'eau du trottoir ou, le cas échéant, les limites convenues entre la commune et le commerçant en termes d'occupation du domaine public ainsi que les règlements de voirie en vigueur.



## **TITRE 2 : REGLEMENTATION APPLICABLE SUR LE RESTE DU TERRITOIRE COMMUNAL**

### **SECTION 1 : Dispositions Générales**

#### **Article 20 : Nombre**

Chaque activité aura au plus, par façade, une enseigne en drapeau et une enseigne en applique.

En outre, si les conditions d'implantation sont remplies, une seule enseigne scellée au sol pourra être implantée sur la parcelle sur laquelle se situe l'activité.

Toutefois, dans le cas d'immeuble regroupant plusieurs activités comme par exemple les centres commerciaux, en plus des enseignes en drapeau et en applique autorisées pour chaque commerce, une seule enseigne scellée au sol, regroupant l'ensemble des activités, sera autorisée.

## **SECTION 2 : Les enseignes en applique, en drapeau, les stores et les activités en étage**

### **Article 21: Réglementation**

Quelque soit le type d'enseigne, à l'exception des enseignes scellées au sol interdite en secteur sauvegardé, les dispositions énoncées aux articles 9 à 19 du présent arrêté s'appliquent sur le reste du territoire communal.

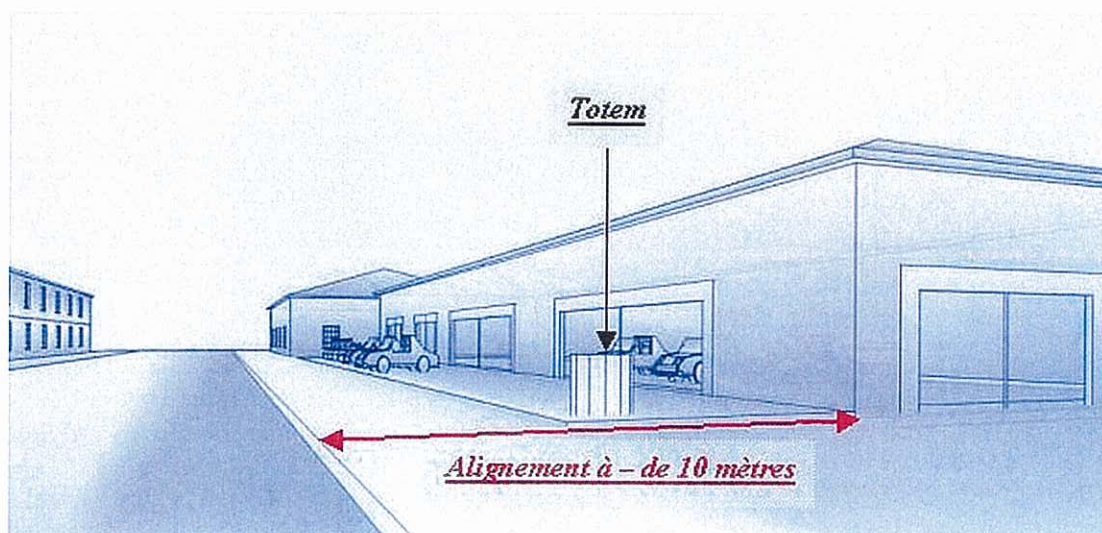
## **SECTION 3 : Les enseignes scellées au sol**

### **Article 22 : Définition**

Constitue une enseigne scellée au sol, toute inscription forme ou image apposée sur un totem et relative aux activités exercées dans l'immeuble concerné.

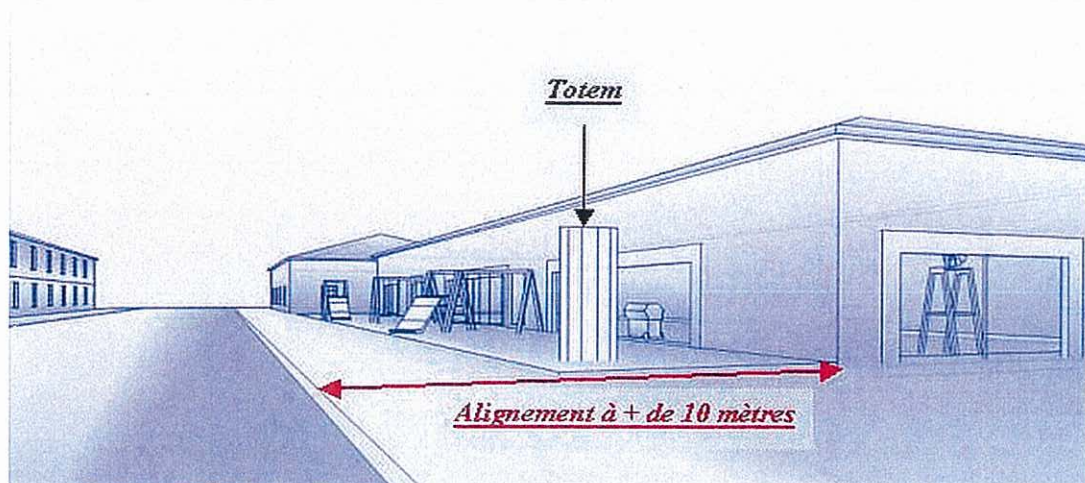
### **Article 23 : Conditions d'Implantation**

Pour un immeuble en recul de moins de 10 mètres par rapport à l'alignement du domaine public, un totem d'une dimension maximale de 1,5 mètres en hauteur, 80 cm en largeur et 40 cm d'épaisseur est autorisé.

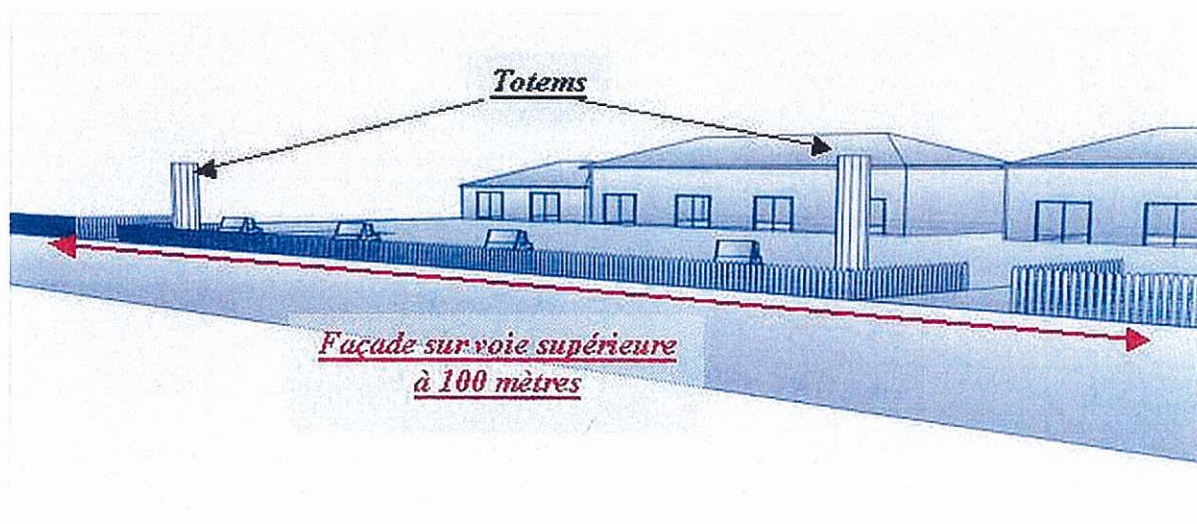


*Pour un immeuble en recul de plus de 10 mètres par rapport à l'alignement du domaine public se situant dans la zone allant du rond-point dit de « La Poulgue » jusqu'à celui dit du « Pontet » (cf. Plan en Annexe), un totem d'une dimension maximale de 4 mètres en hauteur, 1,5 mètres en largeur et 80 cm d'épaisseur est autorisé.*

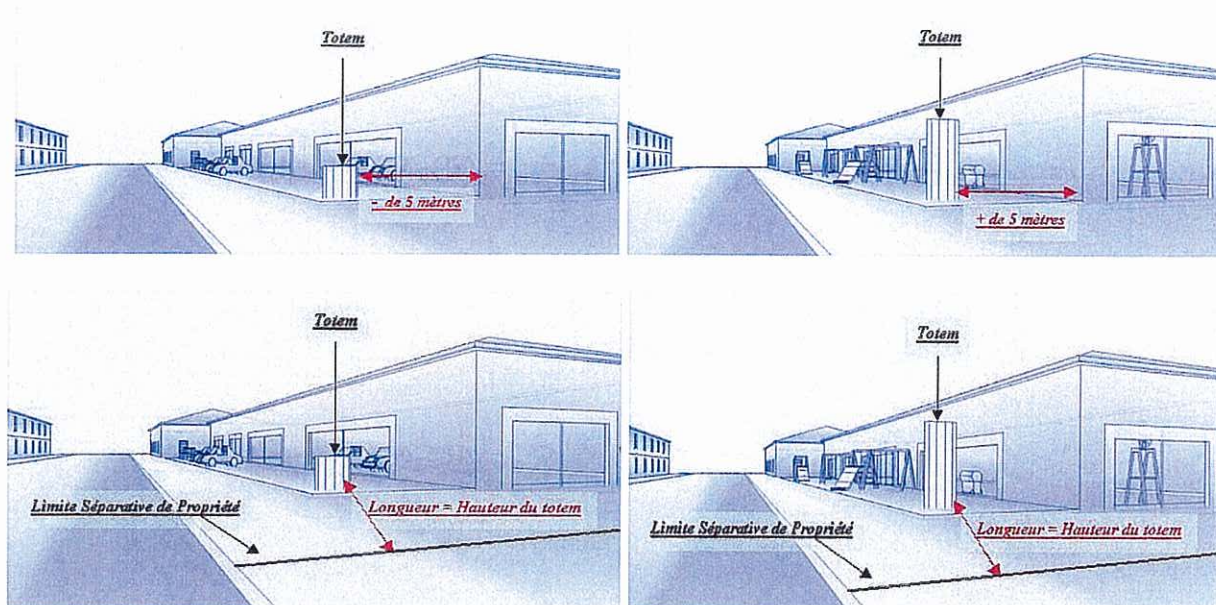
*Pour un immeuble en recul de plus de 10 mètres par rapport à l'alignement du domaine public se situant hors de la zone ci-dessus mentionnée, un totem d'une dimension maximale de 6 mètres en hauteur, 1,5 mètres en largeur et 80 cm d'épaisseur est autorisé.*



*Pour les centres commerciaux ou les immeubles regroupant plusieurs activités disposant de plusieurs entrées, une enseigne scellée au sol sous forme de totem pourra être implantée sur chacune des entrées à condition que la longueur de la façade bordant la voie soit supérieure à 100 mètres linéaires.*



En tout état de cause, le dispositif devra être implanté à une distance égale à la moitié de sa hauteur par rapport aux limites séparatives de propriété et à une distance de 5 mètres par rapport à l'immeuble dans lequel s'exerce l'activité en cause. Il ne devra en aucun cas gêner la circulation et la visibilité dans les carrefours.



#### Article 24 : Eclairage

Seul un éclairage intégré dans le corps ou au pied de l'enseigne est admis à condition qu'il ne soit pas visible du domaine public ni aveuglant pour les automobilistes. Le corps de l'enseigne devra rester opaque. L'éclairage par des spots placés sur le dispositif est interdit.

### TITRE 3 : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

#### Article 25 : Période Transitoire

Le présent arrêté établi conformément aux dispositions des articles L.581-8, L.581-10, L.581-11 et L.581-18 du Code de l'Environnement fixe les règles applicables aux enseignes sur le territoire de la Commune de Sarlat-La Canéda.

L'ensemble des dispositions énoncées par le présent arrêté seront appliquées, de plein droit, dès sa publication au Recueil des Actes Administratifs pour les nouveaux dispositifs et 24 mois après pour les dispositifs existants.

#### Article 26 : Dispositions Supplémentaires

Le présent arrêté complète et modifie le régime général fixé en application de l'article L.581-9 du Code de l'Environnement.

Toutefois, les dispositions de la réglementation nationale non expressément modifiées sont applicables en leur totalité.

Article 27 : Affichage et Publicité

*Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en Mairie et d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Dordogne.*

*En outre, mention en sera faite en caractères apparents dans les journaux Sud-Ouest, La Dordogne Libre et l'Essor Sarladais, habilités à recevoir les annonces légales pour le Département de la Dordogne.*

Article 28 : Ampliation

*Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département de la Dordogne, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Sarlat-La Canéda, Monsieur le Capitaine de Gendarmerie, Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Bergerac et Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France.*

Article 29 : Exécution

*M. le Capitaine de Gendarmerie, Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France, M. le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Chef de la Police Municipale et tous les agents assermentés pour relever les infractions à la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.*

FAIT A SARLAT-LA CANEDA,  
LE 20 FEVRIER 2006

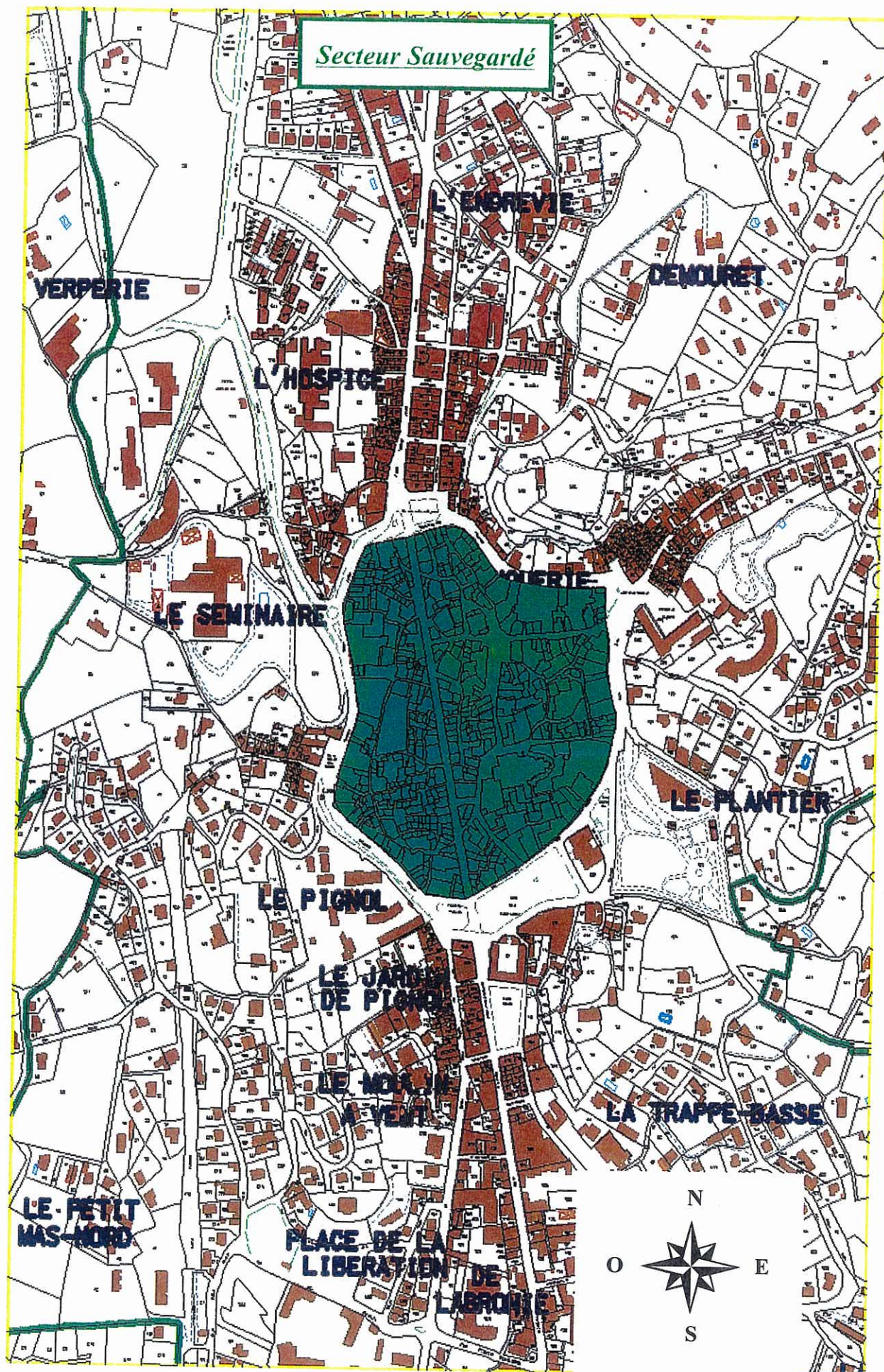
*Le Maire*  
Jean-Jacques de PERETTI

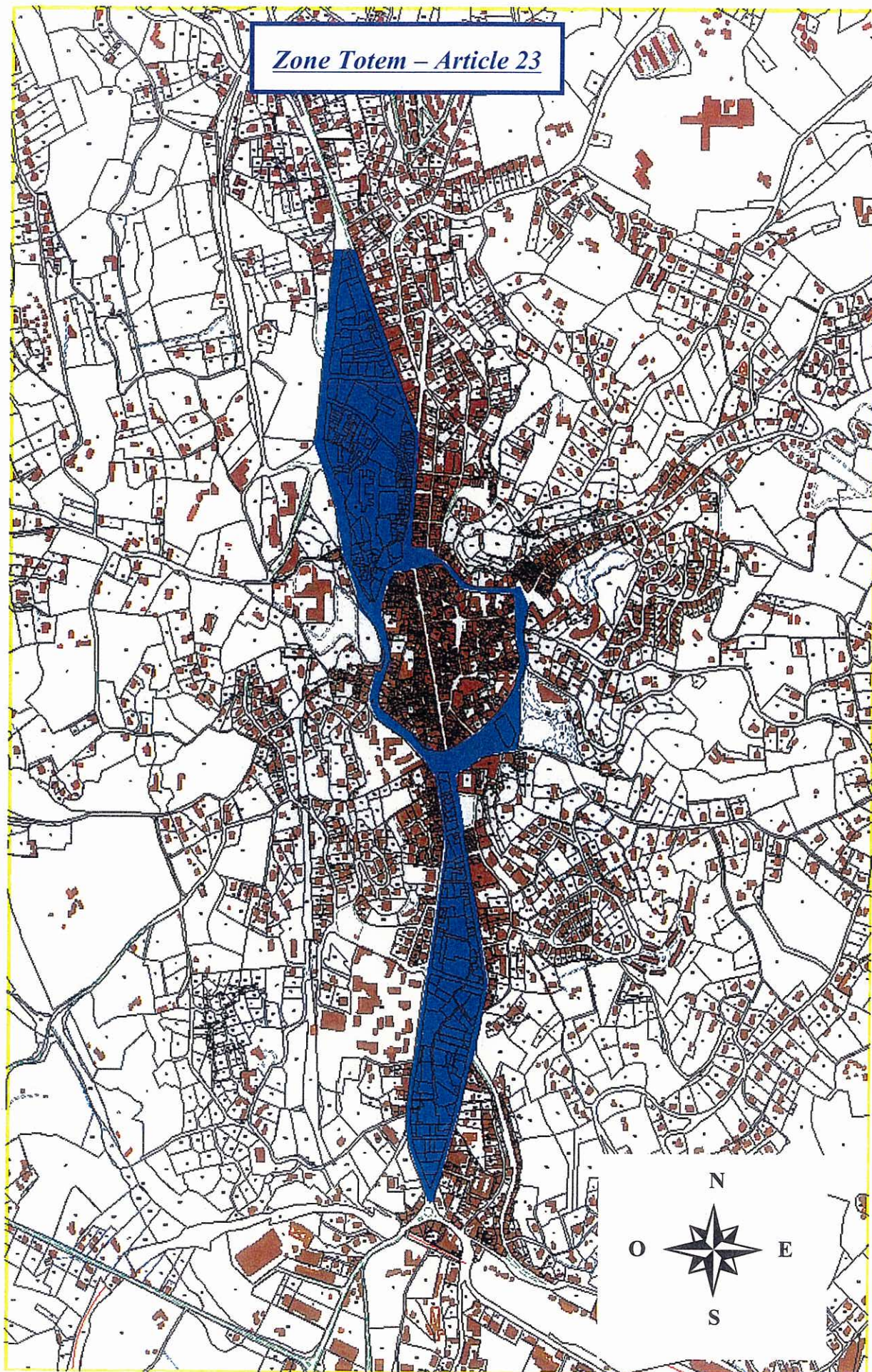


**ANNEXE : DELIMITATION DES ZONES ENSEIGNE :**

**↳ Secteur Sauvegardé**

**↳ Zone Totem – Article 23**





**ARRETE MUNICIPAL**  
**REGLEMENTATION RELATIVE A LA PUBLICITE**  
**ET AUX PRE-ENSEIGNES**

Réf. : Direction Générale des Services  
Urbanisme et Environnement



*Le Maire de la Ville de Sarlat-La Canéda*

*VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*VU les articles L.581-1 et suivants du Code de l'Environnement et l'ensemble des décrets d'application de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 modifiée, relative à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes ;*

*VU le décret en Conseil d'Etat du 28 juillet 1989 instituant le secteur sauvegardé sur le territoire de la commune de Sarlat-La Canéda ;*

*VU la délibération du Conseil Municipal du 14 février 1990 relative à la désignation des membres du groupe de travail représentant le Conseil Municipal ;*

*VU l'arrêté préfectoral du 02 mars 1990 constituant le groupe de travail conformément à l'article 13 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 ;*

*VU le projet élaboré par le groupe de travail et approuvé par celui-ci lors de la réunion du 09 mars 1990 ;*

*VU l'avis favorable rendu le 24 avril 1990 par la Commission Départementale des Sites, Perspectives et Paysages ;*

*VU la délibération du Conseil Municipal du 26 avril 1990 approuvant le règlement municipal relatif à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes ;*

*VU la délibération du Conseil Municipal du 02 juillet 2001 modifiée par celle du 14 décembre 2001 et par celle du 1<sup>er</sup> juillet 2002 demandant la constitution d'un nouveau groupe de travail et portant désignation des représentants du Conseil Municipal ;*

*VU l'arrêté préfectoral n° 022029 en date du 29 novembre 2002 portant constitution du groupe de travail pour la révision du règlement municipal de la publicité, des enseignes et pré-enseignes sur le territoire de la Commune de Sarlat-La Canéda ;*

MAIRIE DE SARLAT

Hôtel de ville  
Place de la Liberté  
B.P. N°163  
24205 sarlat cedex

Tél. 05 53 31 53 31  
Fax. 05 53 31 08 04  
www.sarlat.fr

*VU l'arrêté préfectoral en date du 26 novembre 2004 modifiant l'arrêté préfectoral n° 022029 en date du 29 novembre 2002 ;*

*VU les réunions du groupe de travail en date des 7 février et 14 avril 2005 ;*

*VU le projet élaboré par le groupe de travail et approuvé en date du 14 avril 2005 ;*

*VU l'avis favorable de la Commission Départementale des Sites en date du 28 juin 2005 ;*

*VU la délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2005 approuvant le règlement municipal relatif à la publicité et aux pré-enseignes ;*

*CONSIDERANT qu'il y a lieu d'assurer une meilleure protection du cadre de vie et de l'environnement tout en combinant le respect des principes du droit de l'affichage publicitaire et la liberté du commerce et de l'industrie, il a été décidé d'édicter une nouvelle réglementation municipale relative à la publicité et aux pré-enseignes sur le territoire de la commune de Sarlat-La Canéda.*

## **ARRETE**

### **TITRE PRELIMINAIRE : DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES A TOUTES LES ZONES**

#### **SECTION 1 : DEFINITIONS**

##### **Article 1 : Publicité**

*Constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et pré-enseignes, toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention.*

##### **Article 2 : Pré-enseigne**

*Constitue une pré-enseigne, toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.*

##### **Article 3 : Le Mobilier Urbain**

*Constitue du mobilier urbain, les abris-bus, les kiosques à journaux, les colonnes et les mâts porte-affiches ainsi que les supports d'information d'intérêt général comme les sucettes, muppies et autres dispositifs destinés à l'affichage municipal.*

#### **SECTION 2 : AUTORISATIONS – DECLARATIONS - SANCTIONS**

##### **Article 4 : Publicités & Pré-enseignes**

*Les dispositifs publicitaires ainsi que les pré-enseignes sont soumis à déclaration préalable dans les conditions fixées par le décret n° 96-946 du 24 octobre 1996.*

### Article 5 : Cessation d'Activité

*En cas de cessation de l'activité d'un commerce disposant sur l'une des zones ci-après définies de l'un des dispositifs mentionnés aux articles 1 et 2, ceux-ci devront être impérativement et entièrement déposés (pieds et armatures compris) par la personne physique ou morale concernée sous peine des sanctions prévues à l'article 6 du présent arrêté.*

### Article 6 : Sanctions

*Toute infraction aux dispositions du présent règlement sera sanctionnée conformément à la procédure prévue par les articles L.581-26 à L.581-41 du Code de l'Environnement et des textes réglementaires pris pour son application.*

## **SECTION 3 : ZONES DE REGLEMENTATION SPECIALE**

### **Sous-Section 1 : Zone de Publicité Restreinte – Zone A**

#### Article 7 : Définition

*Est instituée sur la commune de Sarlat-la-Canéda, une zone de publicité restreinte nommée Zone A (cf. Plans en Annexe) dans laquelle la publicité et les pré-enseignes sont soumises à des prescriptions plus restrictives que celles du régime général fixé en application de l'article L.581-9 du Code de l'Environnement.*

#### Article 8 : Délimitation de la Zone A

*La zone de publicité restreinte (Zone A) est strictement limitée aux voies ci-après déterminées : Rue Louison Bobet, Avenue du Général Kauffman, Avenue de Selves, Avenue Gambetta, Boulevard Nessman, Boulevard Henri Arlet, Avenue du Général Leclerc, Avenue Thiers, Avenue Aristide Briand, Rue Emile Faure, Rue de Cahors, Rue Gabriel Tarde, Place du Maréchal de Lattre de Tassigny, Avenue du Lot jusqu'à la parcelle cadastrée CE n° 0001 incluse et Avenue de la Dordogne jusqu'à l'intersection avec l'Impasse du Pontet.*

### **Sous-Section 2 : Zone de Publicité Restreinte – Zone B-1**

#### Article 9 : Définition

*Est instituée sur la commune de Sarlat-la-Canéda, une zone de publicité restreinte nommée Zone B-1 (cf. Plans en Annexe) dans laquelle la publicité et les pré-enseignes sont soumises à des prescriptions plus restrictives que celles du régime général fixé en application de l'article L.581-9 du Code de l'Environnement.*

#### Article 10 : Délimitation de la Zone B-1

*La zone de publicité restreinte (Zone B-1) est strictement limitée aux voies ci-après déterminées : Avenue du Lot à partir de la parcelle cadastrée CE n° 0068 incluse, Avenue de Madrazès, Avenue du Périgord (partie comprise à l'intérieur des limites de l'agglomération),*

*Avenue de la Dordogne à partir de l'intersection avec l'Impasse du Pontet, Avenue Joséphine Baker, Rue de l'Abbé Breuil (partie comprise à l'intérieur des limites de l'agglomération).*

### **Sous-Section 3 : Zone de Publicité Autorisée – Zone B-2**

#### **Article 11 : Définition**

*Est instituée sur la commune de Sarlat-la-Canéda, une zone de publicité autorisée nommée Zone B-2 (cf. Plans en Annexe) dans laquelle la publicité et les pré-enseignes sont soumises à des prescriptions plus restrictives que celles du régime général fixé en application de l'article L.581-9 du Code de l'Environnement.*

#### **Article 12 : Délimitation de la Zone B-2**

*La zone de publicité autorisée (Zone B-2) est strictement limitée aux voies ci-après déterminées : Avenue du Périgord (côté droit dans le sens sortant de Sarlat, de la limite d'agglomération jusqu'à l'intersection avec les routes de Gourdon et de Souillac) et Rue de l'Abbé Breuil (de la limite d'agglomération jusqu'à l'intersection avec l'Impasse Pont Saint Sacerdos).*

### **Sous-Section 4 : Reste du territoire communal**

#### **Article 13 : Définition**

*La publicité et les pré-enseignes sont interdites sur le reste du territoire communal qui ne fait pas l'objet d'une réglementation spéciale en application des dispositions du présent arrêté et notamment de ses articles 7 à 12, nonobstant la réglementation applicable en matière de pré-enseigne dérogatoire.*

### **SECTION 4 : REGLEMENTATIONS CONNEXES**

#### **Article 14 : Code de la Route**

*Le présent arrêté est établi afin d'assurer la protection du cadre de vie. Il s'applique sans préjudice des règles prises pour la protection d'autres intérêts publics, de sécurité routière notamment (Articles R.418-2 à R.418-9 du Code de la Route) ou institués dans le cadre de règlement de voirie.*

### **SECTION 5 : ADAPTATIONS MINEURES ET PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

#### **Article 15 : Evolutivité**

*Des adaptations justifiées par des motifs architecturaux ou paysagers, d'intérêt général ou économique pourront être admises ou, au contraire, des prescriptions particulières pourront être imposées par le Maire après avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France.*

## **TITRE 1 : REGLEMENTATION APPLICABLE A LA ZONE A**

### **Article 16 : La publicité et les pré-enseignes**

*La publicité et les pré-enseignes telles que définies par les articles 1 et 2 du présent arrêté sont interdites.*

*Constituent des pré-enseignes, les chevalets apposés directement au sol ainsi que tout autre dispositif mentionnant la direction et/ou la proximité d'une activité civile ou commerciale à l'exception de la signalétique mise en place par la commune.*

### **Article 17 : La publicité et le mobilier urbain**

*La publicité supportée par le mobilier urbain est admise dans les conditions fixées par les articles 19 à 24 du décret n° 89-923 du 21 novembre 1980.*

*Toutefois, la publicité supportée par le mobilier urbain est interdite à l'intérieur du Secteur Sauvegardé tel que défini par le décret du 28 juillet 1989 susvisé et à l'intérieur des périmètres définis autour des Monuments Historiques.*

*A l'extérieur du Secteur Sauvegardé, la publicité sur le mobilier urbain est admise à condition que sa surface soit inférieure à 2 m<sup>2</sup> par face et strictement limitée aux éléments définis à l'article 3 du présent arrêté qui ne font pas l'objet de dispositions particulières.*

*Les colonnes et les mâts porte-affiches ne peuvent recevoir que des informations relatives à l'annonce des manifestations municipales ou régionales à caractère culturel, économique, social ou sportif.*

## TITRE 2 : REGLEMENTATION APPLICABLE AUX ZONES B-1 & B-2

### SECTION 1 : La Publicité et les Pré-enseignes scellées au sol

#### Sous-Section 1 : Dispositions Générales & Prescriptions Techniques

##### Article 18 : Linéaire de façade minimum

Un seul dispositif, publicité ou pré-enseigne, comportant éventuellement deux faces, est admis sur une parcelle dont la façade bordant la voie publique est supérieure ou égale à 50 mètres linéaires (ml).

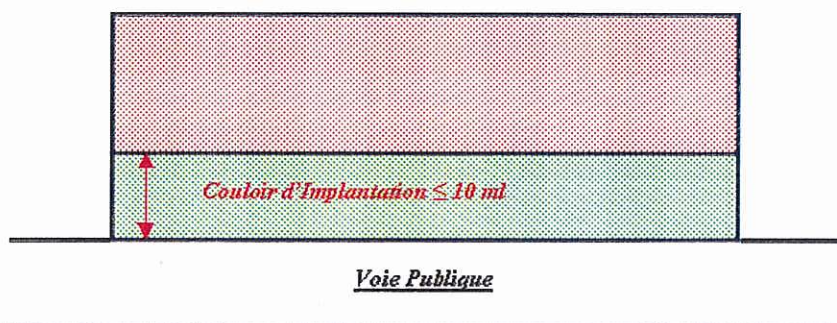


##### Article 19 : Espacement

Un espace d'une dimension de 100 ml doit être respecté entre l'implantation de deux dispositifs, publicité ou pré-enseigne.

##### Article 20 : Implantation

Le dispositif devra être implanté perpendiculairement à la voie publique dans un couloir de 10 mètres à l'intérieur de la parcelle par rapport à l'alignement.



Article 21 : Dimensions pour une Publicité non motorisée scellée au sol

*La surface destinée à l'affichage ne peut excéder 12 m<sup>2</sup> et devra être bordée d'un cadre dont la largeur ne doit pas être supérieure à 20 cm et 10 cm d'épaisseur.*

*Ce cadre recevra exclusivement la raison sociale de l'afficheur et éventuellement le numéro de panneau, à l'exception de toute autre inscription. Ces indications ne doivent pas déborder du cadre.*

*A l'exception du ou des pieds, aucun élément ne pourra être débordant du cadre ni en sa partie supérieure, ni en ses parties latérales.*

*L'ensemble du dispositif publicitaire (pieds, cadre, cache, etc. ...) ne doit pas dépasser 6 m en hauteur, 3,4 m en largeur et 40 cm d'épaisseur.*

Article 22 : Dimensions pour une Publicité motorisée scellée au sol

*L'ensemble des prescriptions visées à l'article 21 du présent arrêté, à l'exclusion de celles relatives aux dimensions, s'applique aux dispositifs publicitaires motorisés.*

*Toutefois, à l'exception du compteur, tous les éléments électriques seront enterrés ou intégrés dans le dispositif publicitaire.*

*Le boîtier du compteur sera intégré dans une clôture ou une haie et dissocié du dispositif publicitaire.*

*L'épaisseur du panneau, de ses dispositifs de fixation et de motorisation n'excédera pas 60 cm.*

*Les panneaux « simple face » auront une face arrière fixe pleine peinte dans la même teinte qui masquera ainsi la totalité des éléments de fixation et de motorisation placés derrière la publicité.*

*Le vide entre les deux panneaux sera comblé par un champlat non saillant.*

*Les cadres des panneaux avant et arrière auront un périmètre géométriquement identique.*

Article 23 : Dimensions pour une Pré-enseigne scellée au sol

*La surface d'une pré-enseigne ne peut excéder 1,5 m<sup>2</sup> et 2 m en hauteur.*

*A l'exception du ou des pieds, aucun élément ne pourra être débordant du cadre ni en sa partie supérieure, ni en ses parties latérales.*

Article 24 : Scellement du dispositif

*Le pied est l'élément de fixation du dispositif.*

*Il peut y avoir un ou deux pieds par panneaux. Chaque pied sera monobloc de forme simple (rectangle, carré, rond ou ovale).*

*Le dispositif de scellement du ou des pieds doit être strictement enterrés dans le sol de sorte qu'il soit totalement invisible du domaine public.*

*Les accès au panneau (échelle, passerelle) ne devront pas être visibles de la voie publique.*

#### Article 25 : Esthétique

*L'ensemble des éléments précités (pieds, cadre, cache, etc. ...) seront peints d'une teinte unie dont la couleur devra être spécifiée dans la déclaration préalable. Les teintes neutres sont recherchées.*

*Les dispositifs simple-face recevront sur leur face arrière un bardage peint selon la teinte utilisée comme énoncé à l'alinéa précédent de sorte que les éléments de fixation soient invisibles.*

*Les dispositifs seront maintenus en bon état d'entretien constant.*

#### Article 26 : Eclairage

*L'éclairage devra être réalisé par rampe ou rétro-éclairage et intégré à l'ensemble du dispositif de sorte qu'aucun élément d'éclairage ne soit visible.*

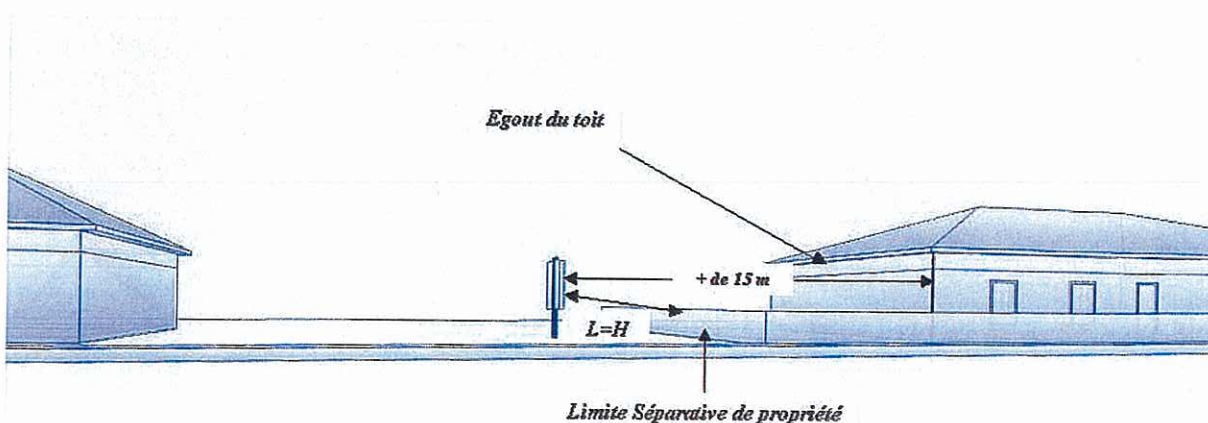
*Les spots, quelle que soit leur forme, sont interdits.*

### Sous-Section 2 : Règles d'Implantation

#### Article 27 : Règles d'implantation par rapport au fonds voisin

*Le dispositif doit être implanté à une distance égale à sa hauteur par rapport à la limite séparative de propriété ( $L=H$ ).*

*Il doit se situer à plus de 15 mètres d'une baie d'immeuble à usage d'habitation ou commercial et ne doit pas dépasser la hauteur de l'égout du toit ou de l'acrotère.*

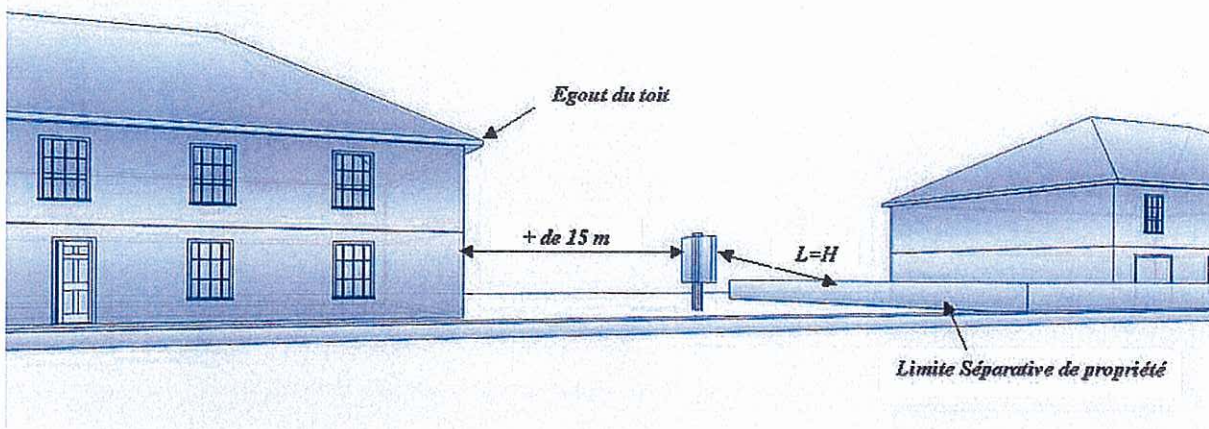


### Article 28 : Règles d'implantation par rapport au fonds considéré

*Le fonds considéré se définit comme le fonds sur lequel doit être implanté le dispositif.*

*Le dispositif doit être implanté à une distance de 15 mètres de toutes constructions existantes sur le fonds considéré à usage d'habitation ou commercial.*

*Il ne doit pas dépasser la hauteur de l'égout du toit ou de l'acrotère de la construction la moins haute existante sur la parcelle.*



### Article 29 : Règles d'implantation dans les carrefours

*Aucun dispositif ne peut être implanté de chaque côté de la voie publique dans la zone de visibilité des carrefours telle que déterminée ci-dessous.*

*Pour les carrefours non giratoires (cf. Schéma 1, 2 & 3), la zone de protection est constituée par une surface délimitée par la ligne fermée située à 75 ml en arrière du polygone constitué par les fils d'eau externes de la chaussée de l'axe principal recoupés par le prolongement des fils d'eau externes des voies secondaires.*

*Pour les carrefours giratoires (cf. Schéma 4), la zone de protection est constituée par la surface délimitée par la ligne fermée située à 75 ml en arrière des fils d'eau extérieurs de la chaussée de l'anneau.*

Schéma 1 :

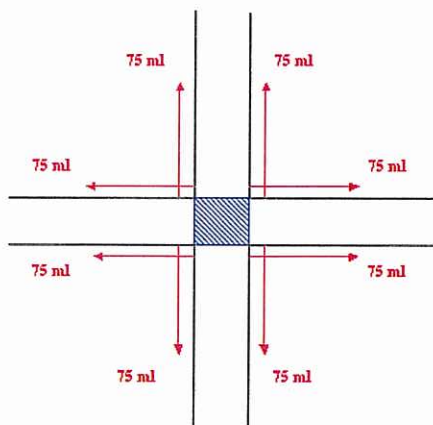


Schéma 2 :

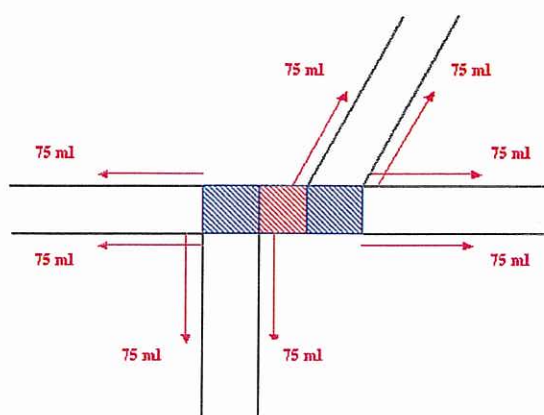


Schéma 3 :

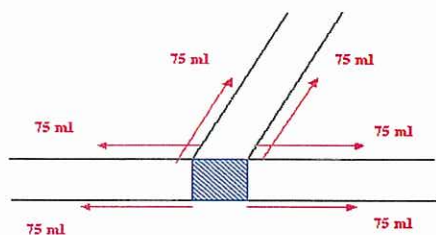
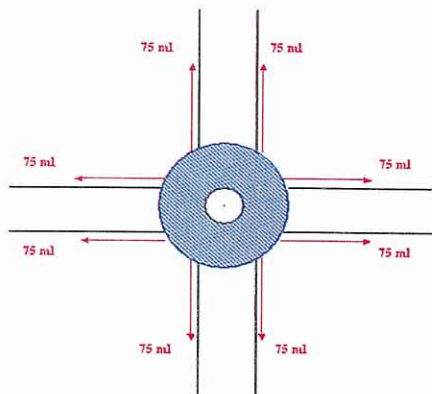


Schéma 4 :



## SECTION 2 : La Publicité et les Pré-enseignes murales

### Article 30 : Dimensions d'une Publicité murale

La surface destinée à l'affichage est strictement limitée à  $8 \text{ m}^2$  et devra être bordée d'un cadre dont la largeur ne doit pas être supérieure à 20 cm et 10 cm d'épaisseur.

Toutefois, il est permis de réaliser de la publicité en trompe-l'œil ou sous forme de fresque après autorisation municipale.

### Article 31 : Dimensions d'une pré-enseigne murale

La surface d'une pré-enseigne murale ne peut excéder  $1,5 \text{ m}^2$ .

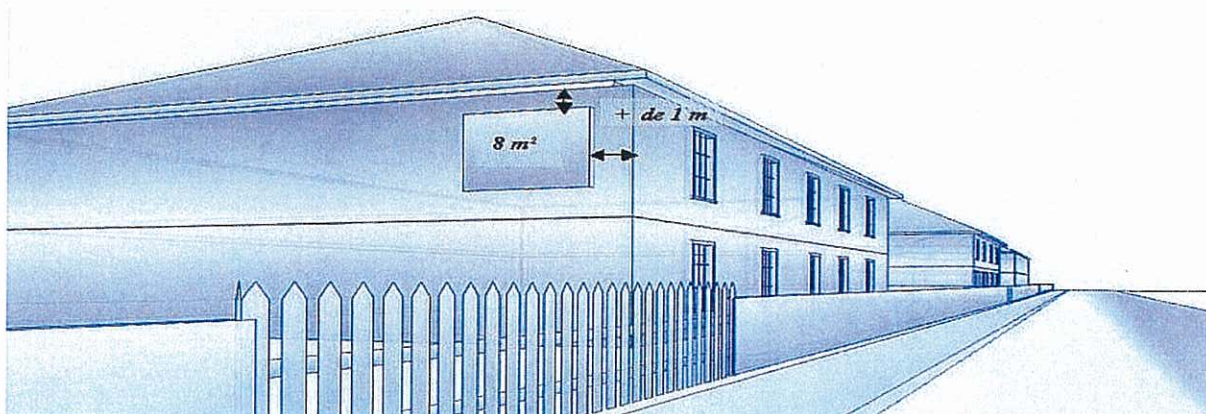
### Article 32 : Règles d'Implantation

L'ensemble du dispositif (cadre compris) ne doit pas avoir une surface propre supérieure au tiers de la surface du mur qui le supporte.

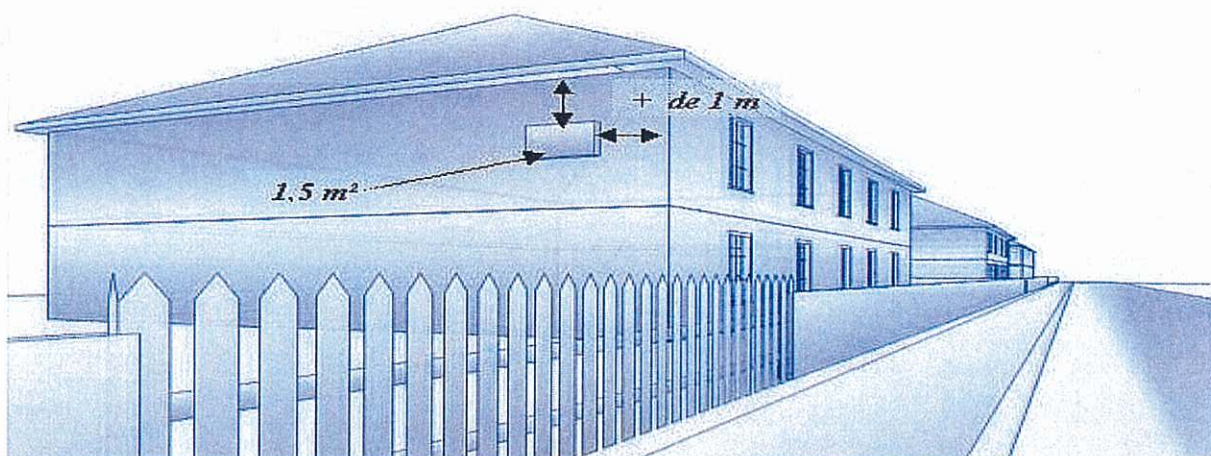
La surface du mur supportant le dispositif est calculée par rapport à la surface du parallélépipède se situant en-deçà de l'égout du toit ou de l'acrotère.

Le dispositif doit être implanté à plus de 1 mètre des bords extérieurs du mur considéré.

### Schéma 1 : Publicité Murale



### Schéma 2 : Pré-enseigne Murale



### SECTION 3 : La Publicité et les Pré-enseignes apposées ou adossées contre une haie ou une clôture

#### Article 33 : Dimensions d'une Publicité murale

La surface destinée à l'affichage est strictement limitée à 8 m<sup>2</sup> et devra être bordée d'un cadre dont la largeur ne doit pas être supérieure à 20 cm et 10 cm d'épaisseur.

#### Article 34 : Dimensions d'une pré-enseigne murale

La surface d'une pré-enseigne ne peut excéder 1,5 m<sup>2</sup>.

#### Article 35 : Règles d'Implantation

La haie ou la clôture recevant le dispositif ne doit pas être implanté sur la limite séparative de propriété.

Le dispositif doit être implanté à une distance égale à sa hauteur par rapport aux limites séparatives de propriété et à une distance égale à sa largeur par rapport à l'alignement.

En outre, il ne doit pas dépasser la hauteur de l'égout du toit ou de l'acrotère de toutes les constructions à usage d'habitation ou commercial et se situer à plus de 15 mètres de celles-ci qu'elles soient sur le fonds considéré ou sur un fonds voisins.

### SECTION 4 : La Publicité à l'intérieur des zones commerçantes

#### Article 36 : Définition des Zones Commerçantes

Sont commerçantes, toutes zones d'achalandage comme les centres commerciaux (moyenne et grande surface) ou celles sur lesquelles sont regroupées plusieurs activités commerciales.

### Article 37 : Dimensions

*La surface destinée à l'affichage est strictement limitée à 2 m<sup>2</sup> et devra être bordée d'un cadre dont la largeur ne doit pas être supérieure à 10 cm et 5 cm d'épaisseur.*

### Article 38 : Règles d'Implantation

*Le dispositif doit être implanté sur la clôture délimitant le périmètre intérieur du parking de la zone considérée sans pouvoir être visible de la voie publique.*

## **TITRE 3 : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**

### Article 39 : Période Transitoire

*Le présent arrêté établi conformément aux dispositions des articles L.581-8, L.581-10, L.581-11 et L.581-18 du Code de l'Environnement fixe les règles applicables à la publicité et aux préenseignes visibles de toutes voies ouvertes à la circulation publique sur le territoire de la commune de Sarlat-La Canéda.*

*L'ensemble des dispositions énoncées par le présent arrêté seront appliquées, de plein droit, dès la publication du présent Arrêté Municipal au Recueil des Actes Administratifs pour les nouveaux dispositifs et 24 mois après pour les dispositifs existants.*

### Article 40 : Dispositions Supplétives

*Le présent arrêté complète et modifie le régime général fixé en application de l'article L.581-9 du Code de l'Environnement.*

*Toutefois, les dispositions de la réglementation nationale non expressément modifiées par le présent arrêté sont applicables en leur totalité.*

### Article 41 : Affichage et Publicité

*Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en Mairie et d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Dordogne.*

*En outre, mention en sera faite en caractères apparents dans les journaux, Sud-Ouest, La Dordogne Libre et l'Essor Sarladais, habilités à recevoir les annonces légales pour le Département de la Dordogne.*

### Article 42 : Ampliation

*Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet du Département de la Dordogne, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Sarlat-La Canéda, Monsieur le Capitaine de Gendarmerie, Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Bergerac et Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France.*

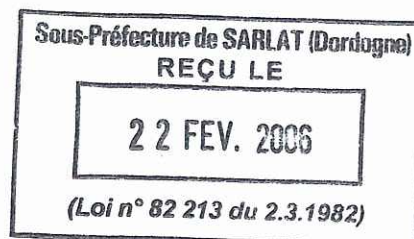
Article 43 : Exécution

M. le Capitaine de Gendarmerie, Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France, M. le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Chef de la Police Municipale et tous les agents assermentés pour relever les infractions à la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT A SARLAT-LA CANEDA,  
LE 20 FEVRIER 2006

Le Maire

Jean-Jacques de PERETTI



## **ANNEXES : DELIMITATION DES ZONES DE PUBLICITE**

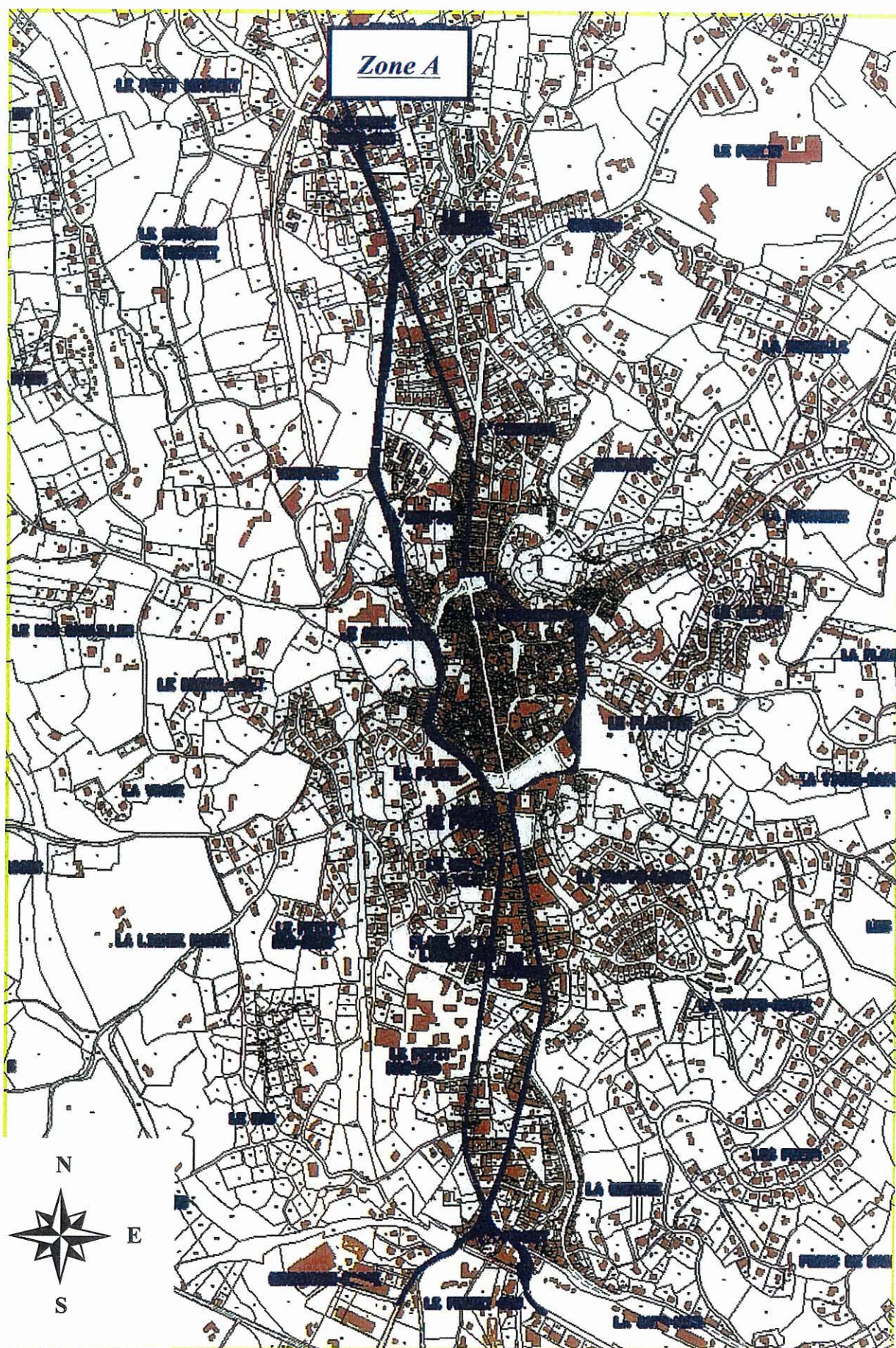
### **📍 Zone A**

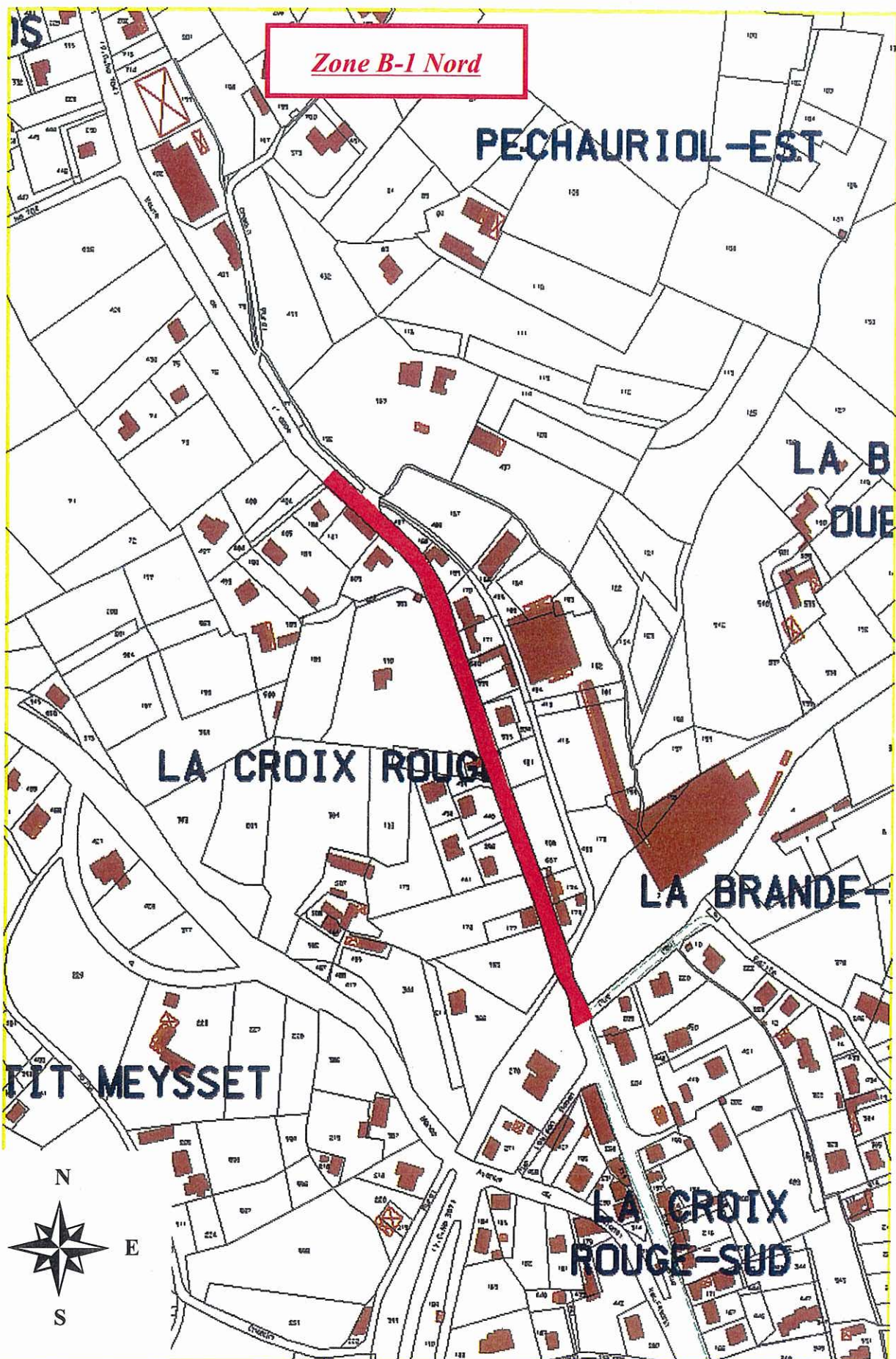
#### **📍 Zone B-1 :**

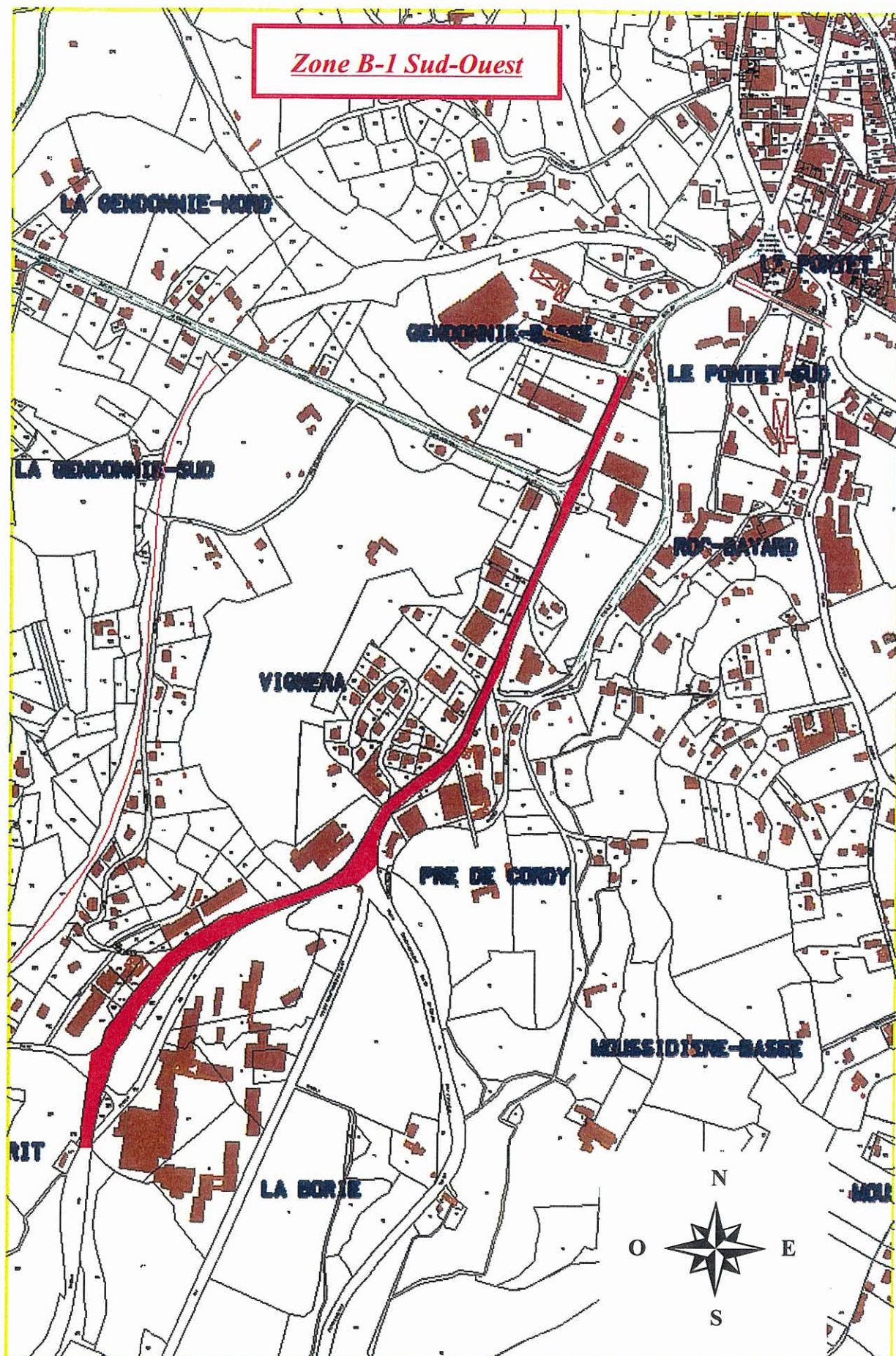
- *Nord*
- *Sud-Ouest*
- *Sud-Est*

#### **📍 Zone B-2 :**

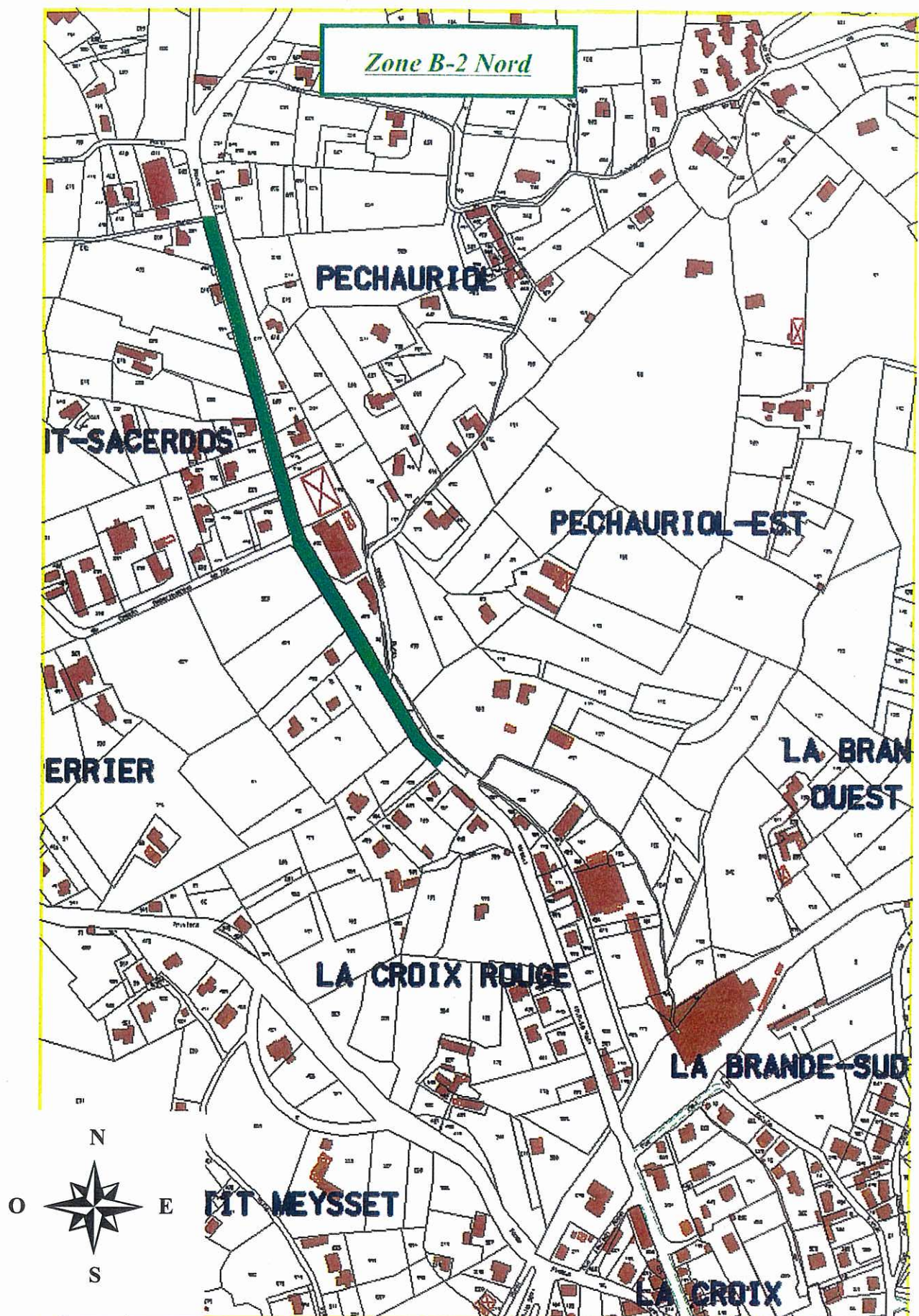
- *Nord*
- *Sud-Est*

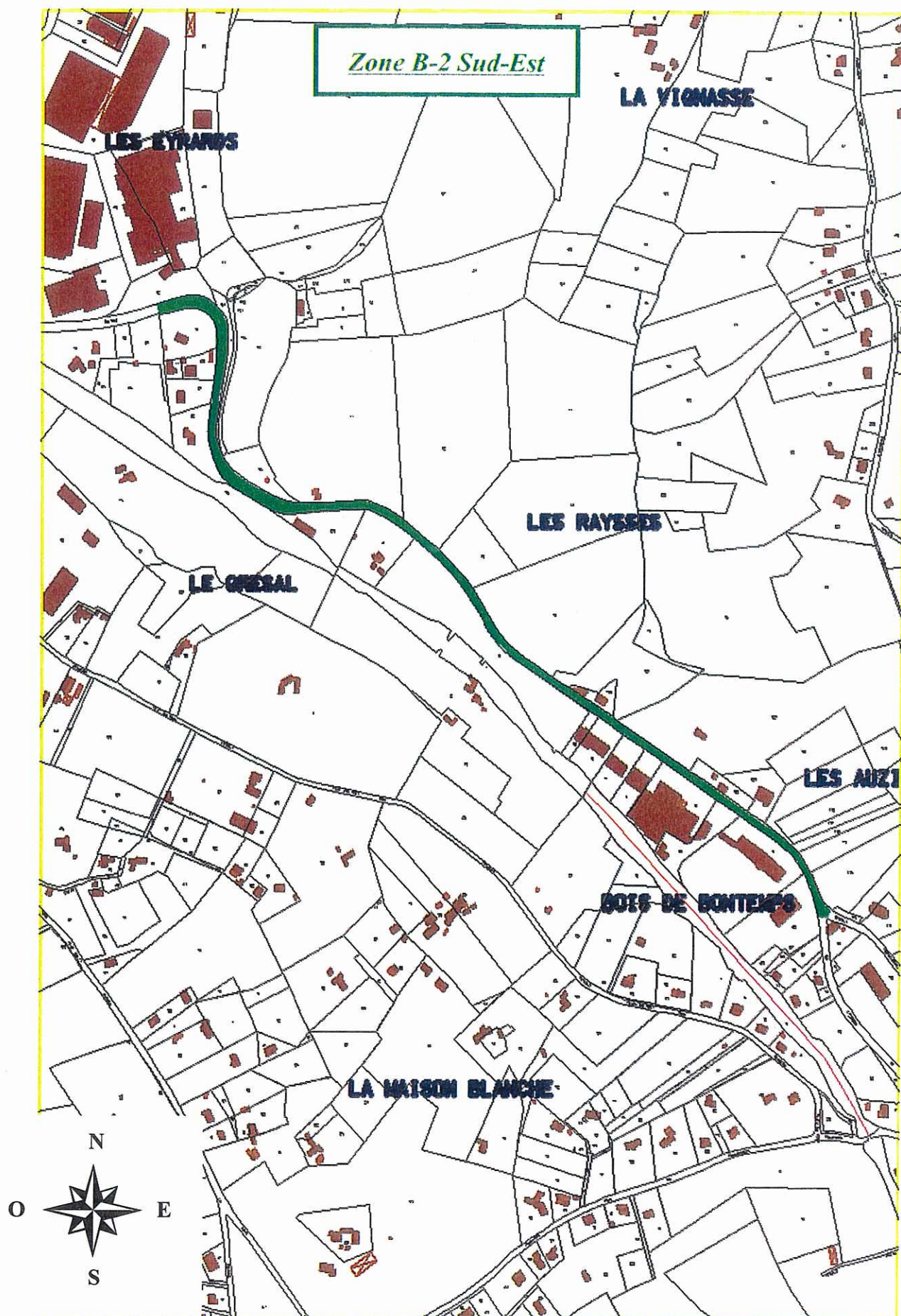












**DELIBERATION**  
**SEANCE DU 25 MAI 2007**

**L'AN DEUX MILLE SEPT, le VINGT CINQ MAI à DIX SEPT HEURES TRENTE, le CONSEIL MUNICIPAL, à la suite de la convocation adressée par M. le Maire le SEIZE MAI s'est réuni à la MAIRIE en séance publique sous la présidence de M. de PERETTI, Maire.**

**Nombre de Conseillers**

En exercice : 29  
Présents : 24  
Votants : 27

**ETAIENT PRESENTS :** M. Jean-Jacques de PERETTI, Maire, M. Edmond MOUCHARD, Mme Marie-Louise MARGAT, Mme Thérèse TISSERAND, M. Philippe MELOT, M. Jean-Michel GARRIGOU, M. Gaston GENTET, Mme Georgie GERY, Mme Arlette LAROCHE, M. Guy GIRAUDET, M. Jacques GAUSSINEL, Mme Monique BOURRINET, M. Lucien CANTEGREL, M. José BASTOS, Mme Geneviève MOREAU-BORDENAVE, Mme Giliane AUSSEL, Mme Marlies CABANEL, M. Pierre GRENOT, M. Louis DELMON, M. Henri GUIARDEL, Mme Annick LE GOFF, Mme Sylvie EIDELMAN, M. Pierre MALBEC, M. Claude LAVAL.

**PROCURATION DE :** M. Francis LASFARGUE à M. Jean-Michel GARRIGOU, Mme Bénédicte BEAUDOIN à M. Edmond MOUCHARD, M. Olivier THOMAS à M. Guy GIRAUDET

Formant la majorité des membres en exercice.

**ABSENTS :** M. Francis LASFARGUE, Mme Simone GARRIGOU, Mme Bénédicte BEAUDOIN, M. Olivier THOMAS, Melle Géraldine DUCLA.

Mme Georgie GERY a été élue Secrétaire.

**Délibération**  
**N° 01**

**MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME : OUVERTURE A L'URBANISATION D'UNE ZONE « COMMERCE, ARTISANAT, SERVICE, INDUSTRIE » AUX LIEUX DITS « LA GARE SUD » ET « LA GARE NORD ».**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la modification du règlement du P.L.U a été engagée par délibération du 6 octobre 2006.

Il s'agit d'une modification qui porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone d'activités commerces, artisanat, services et industrie aux lieux-dits « La Gare Sud » et « La Gare Nord ».

MAIRIE DE SARLAT

Hôtel de Ville  
Place de la Liberté  
B.P. N°163  
24205 Sarlat cedex

Tél. 05 53 31 53 31  
Fax. 05 53 31 08 04  
www.sarlat.fr



L'unité foncière concernée est constituée des parcelles CH 001 en partie, CH 002, CH 003, CH 004, CH 005, EY 58, EY 59, EY 75 et EY 76 en partie. La surface totale concernée par l'ouverture à l'urbanisation en zone 1AUy est de 53.248 m<sup>2</sup>.

Monsieur le Maire fait part des résultats de l'enquête publique et des conclusions favorables de Monsieur le commissaire enquêteur. Il présente les dispositions soumises à l'assemblée à l'issue de cette procédure.

**Vu** le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.123-12, L.123-13, L.123-19, R.123-24 et R.123-25,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 22 avril 2006 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 6 octobre 2006 engageant une modification du P.L.U,

**Vu** l'arrêté municipal en date du 21 février 2007 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification du P.L.U,

**Vu** le dossier soumis à l'enquête publique, notifié par courrier en date du 21 février 2007 aux personnes publiques désignées par l'article L.123-13 du Code de l'Urbanisme,

**Vu** les avis desdites personnes, notamment l'avis favorable de la Direction Régionale de la Société Nationale des Chemins de Fers (SNCF) en date du 23 février 2007 et l'avis favorable du Conseil Général de la Dordogne reçu le 30 avril 2007,

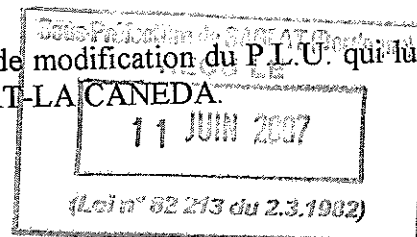
**Vu** le rapport et les conclusions de Monsieur le commissaire enquêteur en date du 16 mai 2007,

Considérant que les résultats de l'enquête publique ne justifient aucune correction du projet de modification du P.L.U,

Considérant par conséquent que ledit projet tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123.10 du Code de l'Urbanisme,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE** d'approuver la modification du P.L.U telle qu'elle est annexée à la présente ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune conformément à l'article R.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et d'une mention dans le journal « L'Eclair Sarladais » ;
- **DIT** que, conformément au Code de l'Urbanisme, la modification du P.L.U ci-annexée est tenue à la disposition du public à la Mairie de Sarlat, à la préfecture de la Dordogne et à la sous-préfecture de SARLAT-LA CANEDA aux jours et heures d'ouverture des bureaux ;
- **DIT** que la présente délibération, accompagnée du dossier de modification du P.L.U. qui lui est annexé, sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de SARLAT-LA CANEDA.



- **DIT** que les dispositions en résultant ne seront exécutoires qu'à compter de sa réception par Monsieur le Sous-Préfet de SARLAT-LA CANEDA et après accomplissement de la dernière des mesures de publicité citées ci-dessus.

**VOTE A L'UNANIMITE** par scrutin public à main levée.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures.

**En Mairie, le 25 mai 2007.**

Le Maire,

Signé : Jean-Jacques de PERETTI

*Pour Ampliation,  
Certifié Conforme à l'original.  
Sarlat-La Canéda,  
Le 25 mai 2007.*



*L'Adjoint délégué,  
Edmond MOUCHARD.*



**DELIBERATION**  
**SEANCE DU 25 MAI 2007**

**L'AN DEUX MILLE SEPT, le VINGT CINQ MAI à DIX SEPT HEURES TRENTE, le CONSEIL MUNICIPAL, à la suite de la convocation adressée par M. le Maire le SEIZE MAI s'est réuni à la MAIRIE en séance publique sous la présidence de M. de PERETTI, Maire.**

**ETAIENT PRESENTS** : M. Jean-Jacques de PERETTI, Maire, M. Edmond MOUCHARD, Mme Marie-Louise MARGAT, Mme Thérèse TISSERAND, M. Philippe MELOT, M. Jean-Michel GARRIGOU, M. Gaston GENTET, Mme Georgie GERY, Mme Arlette LAROCHE, M. Guy GIRAUDET, M. Jacques GAUSSINEL, Mme Monique BOURRINET, M. Lucien CANTEGREL, M. José BASTOS, Mme Geneviève MOREAU-BORDENAVE, Mme Giliane AUSSEL, Mme Marlies CABANEL, M. Pierre GRENOT, M. Louis DELMON, M. Henri GUIARDEL, Mme Annick LE GOFF, Mme Sylvie EIDELMAN, M. Pierre MALBEC, M. Claude LAVAL.

**Nombre de Conseillers**

**En exercice :** 29  
**Présents :** 24  
**Votants :** 27

**PROCURATION DE** : M. Francis LASFARGUE à M. Jean-Michel GARRIGOU, Mme Bénédicte BEAUDOIN à M. Edmond MOUCHARD, M. Olivier THOMAS à M. Guy GIRAUDET

Formant la majorité des membres en exercice.

**ABSENTS** : M. Francis LASFARGUE, Mme Simone GARRIGOU, Mme Bénédicte BEAUDOIN, M. Olivier THOMAS, Melle Géraldine DUCLA.

Mme Georgie GERY a été élue Secrétaire.

**Délibération**  
**N° 02**

**MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME :**  
**MODIFICATION D'UNE ERREUR MATERIELLE AU LIEU-DIT « LA GARRISSADE ».**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la modification du P.L.U engagée par délibération du 6 octobre 2006 pour l'ajustement du tracé d'une parcelle au lieu-dit « La Garrissade » a été soumise à enquête publique du 20 mars 2007 au 21 avril 2007.

**MAIRIE DE SARLAT**

Hôtel de Ville  
Place de la Liberté  
B.P. N°163  
24205 Sarlat cedex

Tél. 05 53 31 53 31  
Fax. 05 53 31 08 04  
www.sarlat.fr



Il s'agit de la parcelle cadastrée section EL n° 0007 qui était classée au Plan d'Occupation des Sols en partie en zone INA qui permettait d'accueillir le développement de l'urbanisation sous conditions réglementaires et en partie en zone ND qui était une zone naturelle. Son classement au Plan Local d'Urbanisme est en partie en zone 1AUa qui recouvre des terrains destinés à être ouverts à l'urbanisation sous conditions réglementaires et en partie en zone N qui englobe des terrains généralement non équipés qui constituent des milieux naturels. Le tracé papier du P.O.S comportait des traits beaucoup plus épais que ceux du P.L.U à l'échelle 1/2500<sup>ème</sup>.

L'objectif est de rétablir le tracé de la zone à urbaniser tel qu'il figurait au P.O.S, c'est à dire rétablir 480 m<sup>2</sup> en zone à urbaniser.

Monsieur le Maire fait part des résultats de l'enquête publique et des conclusions favorables de Monsieur le commissaire enquêteur. Il présente les dispositions soumises à l'assemblée à l'issue de cette procédure.

**Vu** le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.123-12, L.123-13, L.123-19, R.123-24 et R.123-25,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 22 avril 2006 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 6 octobre 2006 engageant une modification du P.L.U,

**Vu** l'arrêté municipal en date du 21 février 2007 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification du P.L.U,

**Vu** le dossier soumis à l'enquête publique, notifié par courrier en date du 21 février 2007 aux personnes publiques désignées par l'article L.123-13 du Code de l'Urbanisme,

**Vu** les avis desdites personnes, notamment l'avis favorable du Conseil Général de la Dordogne reçu le 30 avril 2007

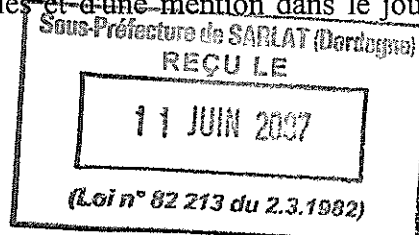
**Vu** le rapport et les conclusions de Monsieur le commissaire enquêteur en date du 16 mai 2007,

Considérant que les résultats de l'enquête publique ne justifient aucune correction du projet de modification du P.L.U,

Considérant par conséquent que ledit projet tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123.10 du Code de l'Urbanisme,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE** d'approuver la modification du P.L.U telle qu'elle est annexée à la présente ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune conformément à l'article R.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ~~et d'une mention dans le journal « L'Essor Sarladais » ;~~



- **DIT** que, conformément au Code de l'Urbanisme, la modification du P.L.U ci-annexée est tenue à la disposition du public à la Mairie de Sarlat, à la préfecture de la Dordogne et à la sous-préfecture de SARLAT-LA CANEDA aux jours et heures d'ouverture des bureaux ;
- **DIT** que la présente délibération, accompagnée du dossier de modification du P.L.U. qui lui est annexé, sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de SARLAT-LA CANEDA.
- **DIT** que les dispositions en résultant ne seront exécutoires qu'à compter de sa réception par Monsieur le Sous-Préfet de SARLAT-LA CANEDA et après accomplissement de la dernière des mesures de publicité citées ci-dessus.

**VOTE A L'UNANIMITE** par scrutin public à main levée.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures.

**En Mairie, le 25 mai 2007.**

Le Maire,

Signé : Jean-Jacques de PERETTI

*Pour Ampliation,  
Certifié Conforme à l'original.  
Sarlat-La Canéda,  
Le 25 mai 2007.*



*L'Adjoint délégué,  
Edmond MOUCHARD.*



**DELIBERATION**  
**SEANCE DU 25 MAI 2007**

**L'AN DEUX MILLE SEPT, le VINGT CINQ MAI à DIX SEPT HEURES TRENTE, le CONSEIL MUNICIPAL, à la suite de la convocation adressée par M. le Maire le SEIZE MAI s'est réuni à la MAIRIE en séance publique sous la présidence de M. de PERETTI, Maire.**

**Nombre de Conseillers**

**En exercice : 29**  
**Présents : 24**  
**Votants : 27**

**ETAIENT PRESENTS :** M. Jean-Jacques de PERETTI, Maire, M. Edmond MOUCHARD, Mme Marie-Louise MARGAT, Mme Thérèse TISSERAND, M. Philippe MELOT, M. Jean-Michel GARRIGOU, M. Gaston GENTET, Mme Georgie GERY, Mme Arlette LAROCHE, M. Guy GIRAUDET, M. Jacques GAUSSINEL, Mme Monique BOURRINET, M. Lucien CANTEGREL, M. José BASTOS, Mme Geneviève MOREAU-BORDENAVE, Mme Giliane AUSSEL, Mme Marlies CABANEL, M. Pierre GRENOT, M. Louis DELMON, M. Henri GUIRARDEL, Mme Annick LE GOFF, Mme Sylvie EIDELMAN, M. Pierre MALBEC, M. Claude LAVAL.

**PROCURATION DE :** M. Francis LASFARGUE à M. Jean-Michel GARRIGOU, Mme Bénédicte BEAUDOIN à M. Edmond MOUCHARD, M. Olivier THOMAS à M. Guy GIRAUDET

Formant la majorité des membres en exercice.

**ABSENTS :** M. Francis LASFARGUE, Mme Simone GARRIGOU, Mme Bénédicte BEAUDOIN, M. Olivier THOMAS, Melle Géraldine DUCLA.

Mme Georgie GERY a été élue Secrétaire.

**Délibération**  
**N° 03**

**MODIFICATION DU REGLEMENT DU PLAN LOCAL D'URBANISME.**

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la modification du règlement du P.L.U a été engagée par délibération en date du 6 octobre 2006.

Il s'agit d'une modification qui porte sur les deux points suivants :

- **Projet de modification de rédaction de l'article N2 du règlement : OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES.**

**MAIRIE DE SARLAT**

Hôtel de Ville  
Place de la Liberté  
B.P. N°163  
24205 Sarlat cedex

Tél. 05 53 31 53 31  
Fax. 05 53 31 08 04  
www.sarlat.fr



- **Projet de modification précisant la terminologie « gîtes ruraux »**

Monsieur le Maire fait part des résultats de l'enquête publique et des conclusions favorables de Monsieur le commissaire enquêteur. Il présente les dispositions soumises à l'assemblée à l'issue de cette procédure et qui se traduisent par une nouvelle rédaction des pages 81 et 92 du règlement du Plan Local d'Urbanisme présentées en annexe.

**Vu** le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.123-12, L.123-13, L.123-19, R.123-24 et R.123-25,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 22 avril 2006 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 6 octobre 2006 engageant une modification du P.L.U,

**Vu** l'arrêté municipal en date du 21 février 2007 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification du P.L.U,

**Vu** le dossier soumis à l'enquête publique, notifié par courrier en date du 21 février 2007 aux personnes publiques désignées par l'article L.123-13 du Code de l'Urbanisme,

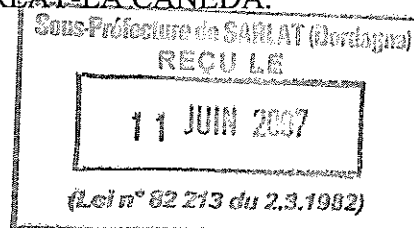
**Vu** le rapport et les conclusions de Monsieur le commissaire enquêteur en date du 16 mai 2007,

Considérant que les résultats de l'enquête publique ne justifient aucune correction du projet de modification du P.L.U,

Considérant par conséquent que ledit projet tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123.10 du Code de l'Urbanisme,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE** d'approuver la modification du P.L.U telle qu'elle est annexée à la présente ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune conformément à l'article R.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et d'une mention dans le journal « L'Essor Sarladais » ;
- **DIT** que, conformément au Code de l'Urbanisme, la modification du P.L.U ci-annexée est tenue à la disposition du public à la Mairie de Sarlat, à la préfecture de la Dordogne et à la sous-préfecture de SARLAT-LA CANEDA aux jours et heures d'ouverture des bureaux ;
- **DIT** que la présente délibération, accompagnée du dossier de modification du P.L.U. qui lui est annexé, sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de SARLAT-LA CANEDA.



- **DIT** que les dispositions en résultant ne seront exécutoires qu'à compter de sa réception par Monsieur le Sous-Préfet de SARLAT-LA CANEDA et après accomplissement de la dernière des mesures de publicité citées ci-dessus.

**VOTE A L'UNANIMITE** par scrutin public à main levée.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures.

**En Mairie, le 25 mai 2007.**

Le Maire,

Signé : Jean-Jacques de PERETTI

*Pour Ampliation,  
Certifié Conforme à l'original.  
Sarlat-La Canéda,  
Le 25 mai 2007.*



*L'Adjoint délégué,  
Edmond MOUCHARD.*



**DELIBERATION**  
**SEANCE DU 29 MAI 2009**

L'AN DEUX MILLE NEUF, le VINGT NEUF MAI à VINGT HEURES TRENTE, le CONSEIL MUNICIPAL, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le VINGT DEUX MAI, s'est réuni à la MAIRIE en séance publique sous la présidence de M. de PERETTI, Maire.

**Nombre de Conseillers**

En exercice : 29  
Présents : 23  
Votants : 29

**ETAIENT PRESENTS :** M. Jean-Jacques DE PERETTI, M. Philippe MELOT, Mme Marie-Louise MARGAT, M. Pascal BUREAU, M. Francis LASFARGUE, M. Patrick ALDRIN, Mme Marie-Pierre DELATTAINANT, Mme Jeanne ROUANNE, M. Soufiane ROUISSI, M. Etienne CLOUP, Mme Isabelle TEIXEIRA, Mme Marlies CABANEL, M. Serge DA SILVA, M. Jean-Philippe CROUZILLE, Mme Carole DELBOS, M. Olivier THOMAS, M. Lucien CANTEGREL, M. Jacques GAUSSINEL, M. Jean-Fred DROIN, Mme Annick LE GOFF, M. Romain BONDONNEAU, M. Frédéric INIZAN, M. Jean-Paul VALETTE.

**PROCURATION DE :** Mme Dominique BOUSSAT à M. Philippe MELOT, Mme Marie-Pierre VALETTE à M. Francis LASFARGUE, Mme Nadine PERUSIN à M. Soufiane ROUISSI, M. Jean-Michel GARRIGOU à Mme Marlies CABANEL, Mme Catherine AYMAR-GUILLAUME à M. Serge DA SILVA, Mme Nicole SONTAG à M. Jean-Fred DROIN.

Formant la majorité des Membres en exercice.

MAIRIE de SARLAT LA CANEDA (Dordogne)	
Reçu le	17 JUIN 2009
N° :	

**ABSENTS :** Mme Dominique BOUSSAT, Mme Marie-Pierre VALETTE, Mme Nadine PERUSIN, M. Jean-Michel GARRIGOU, Mme Catherine AYMAR-GUILLAUME, Mme Nicole SONTAG.

M. Jean-Philippe CROUZILLE a été élu Secrétaire.

Sous-Prefecture de Sarlat (Dordogne)
Reçu Le
17 JUIN 2009
(Loi n° 82 213 du 2.3.1982)

**Délibération**  
**N° 24**

**APPROBATION DE LA REVISION SIMPLIFIEE N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME.**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les raisons qui ont justifiées la révision simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme applicable pour le classement en zone 1AUy des parties de zone UB, N et de la zone UY, sise aux lieux-dits « La Brande-Ouest », « La Brande-Sud », « La Croix Rouge », « Péchauriol-Est », pour l'hypermarché CHAMPION et les activités satellites.

Il s'agit d'organiser la zone commerciale Nord de la commune afin d'une part, d'équilibrer les échanges, de desservir une population croissante au Nord de la commune et sur les communes voisines au même titre que les zones commerciales situées au Sud de l'agglomération et, d'autre part, d'apporter les services nécessaires à la population, d'améliorer la sécurité, l'accès, le stationnement et la qualité de l'entrée de ville.

MAIRIE de SARLAT LA CANEDA (Dordogne)	
Reçu le	17 JUIN 2009
N° :	

MAIRIE DE SARLAT  
Hôtel de Ville  
Place de la Liberté  
B.P. N°163  
24205 Sarlat cedex

Tél. 05 53 31 53 31  
Fax. 05 53 31 08 04  
www.sarlat.fr

Compte tenu de la faible disponibilité foncière du secteur, il apparaissait donc nécessaire d'engager une révision partielle du plan local d'urbanisme sur cette zone.

**Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L.123-13, L.123-19, R.123-24 et R.123-25,

**Vu** la délibération en date du 12 décembre 2007, prescrivant une révision simplifiée du plan local d'urbanisme approuvé le 22 avril 2006, modifié le 25 mai 2007, et fixant les modalités de la concertation avec la population, comme prévu par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme ;

**Vu** la délibération en date du 6 mars 2009, approuvant le bilan de la concertation précitée ;

**Vu** le compte rendu de l'examen conjoint de personnes publiques associées en date du 21 janvier 2009 ;

**Vu** l'arrêté municipal en date du 11 mars 2009 prescrivant l'enquête publique, sur le projet de révision simplifiée ;

**Vu** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 7 mai 2009 ;

**Vu** le compte rendu de la réunion d'examen des résultats de l'enquête publique tenue le 19 mai 2009 ;

**Vu** les conclusions de la commission aménagement urbain, économie du 19 mai 2009,

**Entendu** l'exposé de Monsieur le Maire ;

**Considérant** que les résultats de la dite enquête publique ont justifié quelques modifications mineures du projet de révision simplifiée du plan local d'urbanisme et nécessité une réponse aux remarques du Commissaire enquêteur, à savoir :

- Intégration partielle des parcelles AX 113 et AX 125 en zone 1AUY afin d'assurer la continuité entre les secteurs nord et sud de cette zone,
- Maintien dans le zonage actuel de la bande située en zone UB le long de la RD 704 afin de ne pas bloquer les modifications et extensions du bâti existant ce qui serait le cas en zone 1AUY,
- La parcelle AX 537 est bien en 1AUY, sa superficie de 28 M2 se confondant avec la limite graphique de la zone,
- L'article 1AU 2 alinéa 6 du règlement sera modifié pour permettre les extensions ou modification de l'existant,
- La proximité de la parcelle AX 433 avec une zone d'habitat fera l'objet d'une attention particulière; les projets d'aménagement devront répondre aux orientations de la zone et obtenir l'accord préalable de la collectivité,
- La desserte du secteur nord de la zone 1AUY est bien mentionnée au document graphique ; ses modalités techniques seront déterminées le moment venu avec le gestionnaire de la voie à savoir le Conseil Général de la Dordogne,

**Considérant** que le projet de révision simplifiée du plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Vu l'avis de la Commission Administration Générale,

- **APPROUVE** le dossier de révision simplifiée n°1 tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- **DIT** que la présente délibération accompagnée du dossier de révision du plan local d'urbanisme qui lui est annexé sera transmise au Sous-Préfet de Sarlat-la-Canéda ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans les journaux l'Essor Sarladais, Sud-Ouest, et l'Echo de la Dordogne ;
- **DIT** que le dossier de révision du plan local d'urbanisme sera tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, à la mairie de Sarlat-la-Canéda, à la préfecture de la Dordogne, et à la sous préfecture de Sarlat-la-Canéda ;
- **DIT** que la présente délibération deviendra exécutoire dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet de la Dordogne, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter à la révision simplifiée approuvée, ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité ;
- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**VOTE A LA MAJORITE.**

**Pour : 28.**

**Contre : 1 (M. INIZAN)**

**Fait et délibéré en Mairie, le 29 mai 2009**  
**Au registre sont les signatures.**

Le Maire,

Signé : Jean-Jacques de Peretti

*Pour Ampliation,  
Certifié Conforme à l'original.  
Sarlat-La Canéda,  
Le 29 mai 2008.*



*L'Adjoint délégué,  
Patrick ALDRIN.*

MAIRIE de SARLAT-LA-CANÉDA (Dordogne)	
Reçu le	17 JUIN 2009
N° :	

Sous-Préfecture de Sarlat-la-Canéda	
Reçu Le	
17 JUIN 2009	
(Loi n° 82 213 du 2.3.17)	

**DELIBERATION**  
**SEANCE DU 29 MAI 2009**

L'AN DEUX MILLE NEUF, le VINGT NEUF MAI à VINGT HEURES TRENTE, le CONSEIL MUNICIPAL, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le VINGT DEUX MAI, s'est réuni à la MAIRIE en séance publique sous la présidence de M. de PERETTI, Maire.

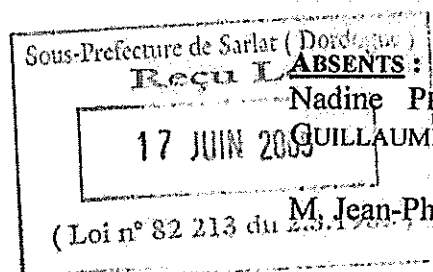
**ETAIENT PRESENTS :** M. Jean-Jacques DE PERETTI, M. Philippe MELOT, Mme Marie-Louise MARGAT, M. Pascal BUREAU, M. Francis LASFARGUE, M. Patrick ALDRIN, Mme Marie-Pierre DELATTAINANT, Mme Jeanne ROUANNE, M. Soufiane ROUISSI, M. Etienne CLOUP, Mme Isabelle TEIXEIRA, Mme Marlies CABANEL, M. Serge DA SILVA, M. Jean-Philippe CROUZILLE, Mme Carole DELBOS, M. Olivier THOMAS, M. Lucien CANTEGREL, M. Jacques GAUSSINEL, M. Jean-Fred DROIN, Mme Annick LE GOFF, M. Romain BONDONNEAU, M. Frédéric INIZAN, M. Jean-Paul VALETTE.

**Nombre de Conseillers**

En exercice : 29  
Présents : 23  
Votants : 29

**PROCURATION DE :** Mme Dominique BOUSSAT à M. Philippe MELOT, Mme Marie-Pierre VALETTE à M. Francis LASFARGUE, Mme Nadine PERUSIN à M. Soufiane ROUISSI, M. Jean-Michel GARRIGOU à Mme Marlies CABANEL, Mme Catherine AYMAR-GUILLAUME à M. Serge DA SILVA, Mme Nicole SONTAG à M. Jean-Fred DROIN.

Formant la majorité des Membres en exercice.



**ABSENTS :** Mme Dominique BOUSSAT, Mme Marie-Pierre VALETTE, Mme Nadine PERUSIN, M. Jean-Michel GARRIGOU, Mme Catherine AYMAR-GUILLAUME, Mme Nicole SONTAG.

M. Jean-Philippe CROUZILLE a été élu Secrétaire.

**Délibération**  
**N° 25**

**APPROBATION DE LA REVISION SIMPLIFIEE N° 2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME.**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les raisons qui ont justifiées la révision simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme applicable pour la rectification d'une erreur matérielle au lieu-dit « Naudissou » et le Grézal.

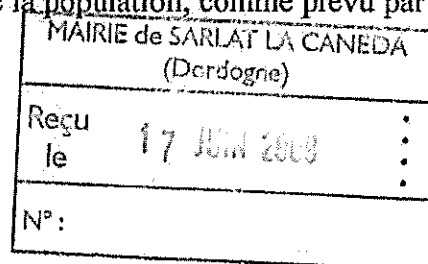
Il s'agit de faire apparaître au document graphique la séparation des zones UY et UB.

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.123-13, L.123-19, R.123-24 et R.123-25,

Vu la délibération en date du 27 juin 2008, prescrivant une révision simplifiée du plan local d'urbanisme approuvé le 22 avril 2006, modifié le 25 mai 2007, et fixant les modalités de la concertation avec la population, comme prévu par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme ;

MAIRIE DE SARLAT  
Hôtel de Ville  
Place de la Liberté  
B.P. N°163  
24205 Sarlat cedex

Tél. 05 53 31 53 31  
Fax. 05 53 31 08 04  
www.sarlat.fr



**Vu** la délibération en date du 6 mars 2009, approuvant le bilan de la concertation précitée ;

**Vu** le compte rendu de l'examen conjoint de personnes publiques associées en date du 21 janvier 2009 ;

**Vu** l'arrêté municipal en date du 11 mars 2009 prescrivant l'enquête publique, sur le projet de révision simplifiée ;

**Vu** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 7 mai 2009 ;

**Vu** le compte rendu de la réunion d'examen des résultats de l'enquête publique tenue le 19 mai 2009 ;

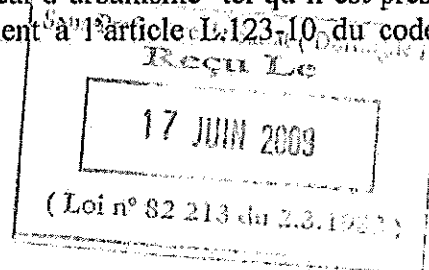
**Entendu** l'exposé de Monsieur le Maire ;

**Considérant** que les résultats de la dite enquête publique n'ont justifié aucune modification du projet de révision simplifiée du plan local d'urbanisme ;

**Considérant** que le projet de révision simplifiée du plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**Vu** l'avis de la commission Administration Générale,



- **APPROUVE** le dossier de révision simplifiée n°2 tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- **DIT** que la présente délibération accompagnée du dossier de révision du plan local d'urbanisme qui lui est annexé sera transmise au sous-préfet de Sarlat-la-Canéda ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans les journaux l'Essor Sarladais, Sud-Ouest, et l'Echo de la Dordogne ;
- **DIT** que le dossier de révision du plan local d'urbanisme sera tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, à la mairie de Sarlat-la-Canéda, à la préfecture de la Dordogne, et à la sous préfecture de Sarlat-la-Canéda ;
- **DIT** que la présente délibération deviendra exécutoire dans un délai d'un mois suivant sa réception par le préfet de la Dordogne, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter à la révision simplifiée approuvée, ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications, et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité ;
- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**VOTE A L'UNANIMITE.**

**Fait et délibéré en Mairie, le 29 mai 2009**  
**Au registre sont les signatures.**

Le Maire,

Signé : Jean-Jacques de Peretti

*Pour Ampliation,  
Certifié Conforme à l'original.*

*Sarlat-La-Canéda,  
Le 29 mai 2009*



*L'Adjoint délégué,  
Patrick ALDRIN.*

MAIRIE de SARLAT-LA-CANÉDA (Dordogne)	
Reçu le	17 JUIN 2009
N° :	

**DELIBERATION**  
**SEANCE DU 29 MAI 2009**

L'AN DEUX MILLE NEUF, le VINGT NEUF MAI à VINGT HEURES TRENTE, le CONSEIL MUNICIPAL, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le VINGT DEUX MAI, s'est réuni à la MAIRIE en séance publique sous la présidence de M. de PERETTI, Maire.

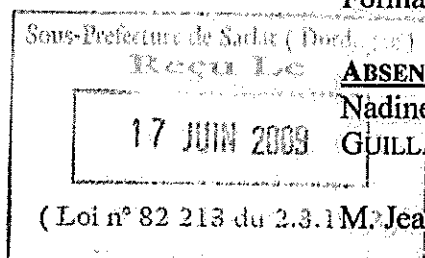
**ETAIENT PRESENTS :** M. Jean-Jacques DE PERETTI, M. Philippe MELOT, Mme Marie-Louise MARGAT, M. Pascal BUREAU, M. Francis LASFARGUE, M. Patrick ALDRIN, Mme Marie-Pierre DELATTAINANT, Mme Jeanne ROUANNE, M. Soufiane ROUISSI, M. Etienne CLOUP, Mme Isabelle TEIXEIRA, Mme Marlies CABANEL, M. Serge DA SILVA, M. Jean-Philippe CROUZILLE, Mme Carole DELBOS, M. Olivier THOMAS, M. Lucien CANTEGREL, M. Jacques GAUSSINEL, M. Jean-Fred DROIN, Mme Annick LE GOFF, M. Romain BONDONNEAU, M. Frédéric INIZAN, M. Jean-Paul VALETTE.

**Nombre de Conseillers**

En exercice : 29  
Présents : 23  
Votants : 29

**PROCURATION DE :** Mme Dominique BOUSSAT à M. Philippe MELOT, Mme Marie-Pierre VALETTE à M. Francis LASFARGUE, Mme Nadine PERUSIN à M. Soufiane ROUISSI, M. Jean-Michel GARRIGOU à Mme Marlies CABANEL, Mme Catherine AYMAR-GUILLAUME à M. Serge DA SILVA, Mme Nicole SONTAG à M. Jean-Fred DROIN.

Formant la majorité des Membres en exercice.



**ABSENTS :** Mme Dominique BOUSSAT, Mme Marie-Pierre VALETTE, Mme Nadine PERUSIN, M. Jean-Michel GARRIGOU, Mme Catherine AYMAR-GUILLAUME, Mme Nicole SONTAG.

(Loi n° 82 213 du 2.3.1 M. Jean-Philippe CROUZILLE a été élu Secrétaire.

**Délibération**  
**N° 26**

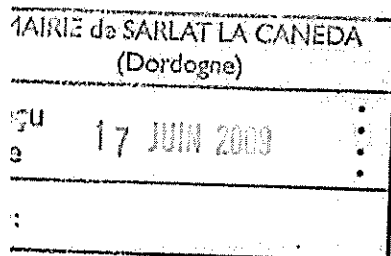
**APPROBATION DE LA REVISION SIMPLIFIEE N° 3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME.**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les raisons qui ont justifiées la révision simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme applicable pour la rectification d'une erreur matérielle au lieu-dit « Péchauriol Est».

Il s'agit de supprimer une trame qui figure sur le plan, et qui ne correspond à aucun emplacement réservé définit par le conseil municipal. Cela concerne les parcelles AX 86, 87, 88, 109, 110 et 111,

**Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L.123-13, L.123-19, R.123-24 et R.123-25,

**Vu** la délibération en date du 27 juin 2008, prescrivant une révision simplifiée du plan local d'urbanisme approuvé le 22 avril 2006, modifié le 25 mai 2007, et fixant les modalités de la concertation avec la population, comme prévu par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme ;



MAIRIE DE SARLAT

Hôtel de Ville  
Place de la Liberté  
B.P. N°163  
24205 Sarlat cedex

Tél. 05 53 31 53 31  
Fax. 05 53 31 08 04  
www.sarlat.fr

**Vu** la délibération en date du 6 mars 2009, approuvant le bilan de la concertation précitée,

**Vu** le compte rendu de l'examen conjoint de personnes publiques associées en date du 21 janvier 2009,

**Vu** l'arrêté municipal en date du 11 mars 2009 prescrivant l'enquête publique, sur le projet de révision simplifiée,

**Vu** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 7 mai 2009,

**Vu** le compte rendu de la réunion d'examen des résultats de l'enquête publique tenue le 19 mai 2009,

**Entendu** l'exposé de Monsieur le Maire,

**Considérant** que les résultats de ladite enquête publique n'ont justifié aucune modification du projet de révision simplifiée du plan local d'urbanisme ;

**Considérant** que le projet de révision simplifiée du plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**Vu** l'avis de la commission Administration Générale,

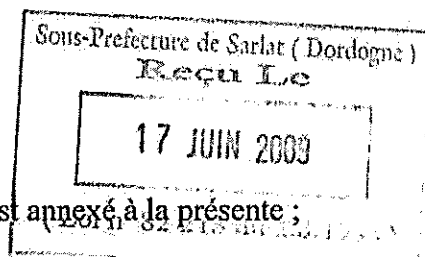
- **APPROUVE** le dossier de révision simplifiée n°3 tel qu'il est annexé à la présente ;
- **DIT** que la présente délibération accompagnée du dossier de révision du plan local d'urbanisme qui lui est annexé sera transmise au sous-préfet de Sarlat-la-Canéda ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans les journaux l'Essor Sarladais, Sud-Ouest, et l'Echo de la Dordogne ;
- **DIT** que le dossier de révision du plan local d'urbanisme sera tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, à la mairie de Sarlat-la-Canéda, à la préfecture de la Dordogne, à la sous préfecture de Sarlat-la-Canéda ;
- **DIT** que la présente délibération deviendra exécutoire dans un délai d'un mois suivant sa réception par le préfet de la Dordogne, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter à la révision simplifiée approuvée, ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications, et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité ;
- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**VOTE A L'UNANIMITE.**

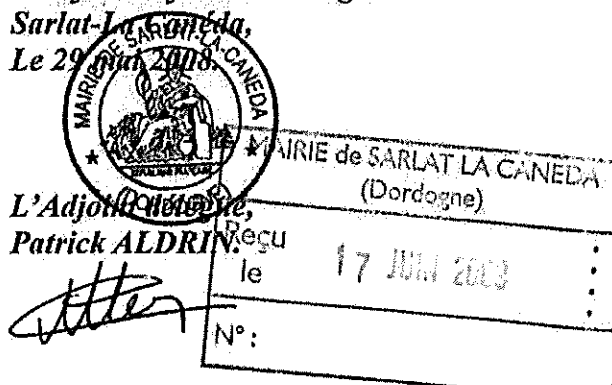
**Fait et délibéré en Mairie, le 29 mai 2009**  
**Au registre sont les signatures.**

Le Maire,

Signé : Jean-Jacques de Peretti



*Pour Ampliation,  
Certifié Conforme à l'original.  
Sarlat-La-Canéda,  
Le 29 mai 2009.*



**DELIBERATION**  
**SEANCE DU 29 MAI 2009**

L'AN DEUX MILLE NEUF, le VINGT NEUF MAI à VINGT HEURES TRENTE, le CONSEIL MUNICIPAL, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le VINGT DEUX MAI, s'est réuni à la MAIRIE en séance publique sous la présidence de M. de PERETTI, Maire.

**ETAIENT PRESENTS :** M. Jean-Jacques DE PERETTI, M. Philippe MELOT, Mme Marie-Louise MARGAT, M. Pascal BUREAU, M. Francis LASFARGUE, M. Patrick ALDRIN, Mme Marie-Pierre DELATTAINANT, Mme Jeanne ROUANNE, M. Soufiane ROUISSI, M. Etienne CLOUP, Mme Isabelle TEIXEIRA, Mme Marlies CABANEL, M. Serge DA SILVA, M. Jean-Philippe CROUZILLE, Mme Carole DELBOS, M. Olivier THOMAS, M. Lucien CANTEGREL, M. Jacques GAUSSINEL, M. Jean-Fred DROIN, Mme Annick LE GOFF, M. Romain BONDONNEAU, M. Frédéric INIZAN, M. Jean-Paul VALETTE.

**Nombre de Conseillers**

En exercice : 29  
Présents : 23  
Votants : 29

**PROCURATION DE :** Mme Dominique BOUSSAT à M. Philippe MELOT, Mme Marie-Pierre VALETTE à M. Francis LASFARGUE, Mme Nadine PERUSIN à M. Soufiane ROUISSI, M. Jean-Michel GARRIGOU à Mme Marlies CABANEL, Mme Catherine AYMAR-GUILLAUME à M. Serge DA SILVA, Mme Nicole SONTAG à M. Jean-Fred DROIN.

Formant la majorité des Membres en exercice.

**ABSENTS :** Mme Dominique BOUSSAT, Mme Marie-Pierre VALETTE, Mme Nadine PERUSIN, M. Jean-Michel GARRIGOU, Mme Catherine AYMAR-GUILLAUME, Mme Nicole SONTAG.

Sous-Préfecture de Sarlat la Canéda  
Reçu Le

17 JUIN 2009

M. Jean-Philippe CROUZILLE a été élu Secrétaire.

(Loi n° 82 213 du 2.3.1983)

**Délibération**  
**N° 27**

**APPROBATION DE LA MODIFICATION N° 2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME.**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les raisons qui ont justifiées la modification n°2 du plan local d'urbanisme applicable pour la suppression de l'emplacement réservé n°2d, au lieu-dit « La Plane Basse », qui était prévu pour l'élargissement de la voie permettant le désenclavement de la zone 1AUa.

Un plan de délimitation des propriétés longeant le chemin rural Simone Signoret a été réalisé. L'emprise publique apparaît désormais suffisante pour permettre l'élargissement du chemin rural et améliorer les conditions de sécurité à son débouché sur la rue Xavier VIAL.

MAIRIE DE SARLAT

Hôtel de Ville  
Place de la Liberté  
B.P. N°163  
24205 Sarlat cedex

Tél. 05 53 31 53 31  
Fax. 05 53 31 08 04  
www.sarlat.fr

MAIRIE de SARLAT LA CANEDA (Dordogne)	
Reçu le	17 JUIN 2009
N° :	

La délimitation ainsi matérialisée permet un élargissement suffisant, compte tenu de la topographie du chemin rural et offre une meilleure visibilité pour déboucher sur la route communale Xavier VIAL.

**Vu** le code de l'urbanisme notamment ses articles L.123-13, L.123-19, R.123-24 et R.123-25 ;

**Vu** la délibération en date du 12 décembre 2007, prescrivant une modification du plan local d'urbanisme approuvé le 22 avril 2006, modifié le 25 mai 2007 ;

**Vu** l'arrêté municipal en date du 11 mars 2009 prescrivant l'enquête publique, sur le projet de modification ;

**Vu** le dossier soumis à l'enquête publique, notifié par courrier en date du 23 février 2009 aux personnes publiques désignées par l'article L.123-13 du Code de l'urbanisme ;

**Vu** les avis des dites personnes, notamment l'avis de Madame la Chef de l'unité territoriale du Périgord Noir, en date du 20 mars 2009, et l'avis favorable du Conseil Général de la Dordogne reçu le 25 mars 2009 ;

**Vu** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 7 mai 2009 ;

**Entendu** l'exposé de Monsieur le Maire ;

**Considérant** que les résultats de la dite enquête publique n'ont justifié aucune modification du projet de modification du plan local d'urbanisme ;

**Considérant** par conséquent que ledit projet de modification du plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.123-10 du code de l'urbanisme ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**Vu** l'avis de la Commission Administration Générale,

- **APPROUVE** le dossier de modification n°2 tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- **DIT** que la présente délibération accompagnée du dossier de modification du plan local d'urbanisme qui lui est annexé sera transmise au Sous-Préfet de Sarlat-la-Canéda ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans les journaux l'Essor Sarladais, Sud-Ouest et l'Echo de la Dordogne ;
- **DIT** que le dossier de modification du plan local d'urbanisme sera tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, à la mairie de Sarlat-la-Canéda, à la préfecture de la Dordogne, et à la sous préfecture de Sarlat-la-Canéda ;

- **DIT** que les dispositions en résultant ne seront exécutoires qu'à compter de sa réception par Monsieur le Sous-Préfet de Sarlat-la-Canéda et après accomplissement de la dernière des mesures de publicité ;
- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**VOTE A L'UNANIMITE.**

**Fait et délibéré en Mairie, le 29 mai 2009**  
**Au registre sont les signatures.**

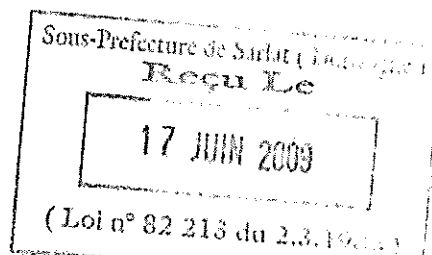
Le Maire,

Signé : Jean-Jacques de Peretti

*Pour Ampliation,  
 Certifié Conforme à l'original.  
 Sarlat-La Canéda,  
 Le 29 mai 2009*



*L'Adjoint délégué,  
 Patrick ALDRIN.*



MAIRIE de SARLAT LA CANÉDA (Dordogne)	
Reçu le	17 JUIN 2009
N°:	

**DELIBERATION**  
**SEANCE DU 14 SEPTEMBRE 2012**

**L'AN DEUX MILLE DOUZE**, le **QUATORZE SEPTEMBRE** à **DIX HUIT HEURES**, le **CONSEIL MUNICIPAL**, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le **SEPT SEPTEMBRE**, s'est réuni à la **MAIRIE** en séance publique sous la présidence de **M. de PERETTI**, Maire.

**ETAIENT PRESENTS** : M. Jean-Jacques DE PERETTI, M. Philippe MELOT, Mme Marie-Louise MARGAT, Mme Dominique BOUSSAT-MICHELET, M. Francis LASFARGUE, Mme Marie-Pierre VALETTE, M. Patrick ALDRIN, Mme Marie-Pierre DELATTAINANT, Mme Jeanne ROUANNE, M. Soufiane ROUSSI, Mme Nadine PERUSIN, M. Etienne CLOUP, Mme Isabelle TEIXEIRA, Mme Marlies CABANEL, Mme Catherine AYMAR-GUILLAUME, M. Jean-Philippe CROUZILLE, Mme Carole DELBOS, M. Olivier THOMAS, M. Jacques GAUSSINEL, M. Toufik BENCHENA, M. Jean-Fred DROIN, M. Romain BONDONNEAU, M. Frédéric INIZAN, M. Bruno CAUDRON.

Nombre de Conseillers

En exercice : 29  
Présents : 24  
Votants : 29

Sous-Préfecture de SARLAT (Dordogne)

REÇU LE

18 SEP. 2012

(Loi n° 82 213 du 02.03.1982)

**PROCURATION DE** : Mme Gilliane AUSSEL à Mme Marlies CABANEL, Mme Nicole SONTAG à M. Romain BONDONNEAU, M. Serge DA SILVA à M. Olivier THOMAS, M. Lucien CANTEGREL à M. Patrick ALDRIN, Mme Annick LE GOFF à M. Bruno CAUDRON.

Formant la majorité des membres en exercice.

Mme Catherine AYMAR-GUILLAUME a été élue Secrétaire.

Délibération  
N°21

**BILAN DE LA MISE A DISPOSITION ET APPROBATION DE LA  
MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 3 DU PLAN LOCAL  
D'URBANISME POUR LA SUPPRESSION D'UNE PARTIE DE  
L'EMPLACEMENT RESERVE n° 1f**

MAIRIE de SARLAT LA CANEDA  
(Dordogne)

Reçu  
le 18 SEP. 2012

N° :

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal les raisons qui ont conduit la commune à engager la procédure de modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U).

Monsieur le Maire indique qu'un emplacement réservé noté 1f au bénéfice du Conseil Général pour la réalisation de la partie Sud de la déviation de SARLAT figure au P.L.U.

Le Conseil Général fait savoir que la première phase des travaux de la déviation Sud de Sarlat du giratoire de Bonnefon sur la route départementale (RD) 47 au giratoire de l'ancienne cafétéria sur la RD 46 a été mise en service et ne nécessite aucune acquisition complémentaire. Par ailleurs, le giratoire au carrefour des routes départementales n° 25 et 46, aux lieux-dits « Vignera », « La Gendonie Basse », « Le Moulin de Moreau » et « Le Pontet Sud » est réalisé.

MAIRIE DE SARLAT

Hôtel de Ville  
Place de la Liberté  
B.P. N°163  
24205 Sarlat cedex

Tél. 05 53 31 53 31  
Fax. 05 53 31 08 04  
www.sarlat.fr

Imprimé sur du papier  
écobellisé

Le but de la modification simplifiée est de supprimer une partie de l'emplacement réservé 1f conformément au plan annexé.

Après modification simplifiée, la partie de l'emplacement réservé n°1f qui restera au profit de Conseil Général de la Dordogne est celle faisant le lien entre l'avenue de la Dordogne et la route du Lot.

Ainsi l'emplacement réservé noté 1f d'une surface initiale d'environ 31 ha sera, après modification simplifiée, d'une superficie d'environ 1,28 ha.

Monsieur le Maire rappelle également les modalités selon lesquelles la mise à disposition du dossier au public a été mise en œuvre :

- un avis précisant l'objet de la modification simplifiée, le lieu et les heures où le public a pu consulter le dossier et formuler ses observations a été publié à la rubrique d'annonces légales dans le journal Sud-Ouest le 31 juillet 2012 ;
- un affichage en mairie au lieu habituel d'affichage et la mise à disposition au public du dossier pendant un mois.

Vu le Code de l'urbanisme notamment ses articles L.123-13, R\*123-20-1 et R\*123-20-2 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 22 avril 2006 ayant approuvé le P.L.U. ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date du 25 mai 2007 et du 29 mai 2009 ayant approuvé les modifications du P.L.U. ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date du 29 mai 2009 et du 14 octobre 2011 ayant approuvé les révisions simplifiées du P.L.U. ;

Vu la délibération en date du 9 mars 2012 sur la mise en œuvre de la procédure de modification simplifiée n°3 du plan local d'urbanisme ;

Vu l'arrêté municipal en date du 25 juillet 2012 prescrivant la mise à disposition au public du projet de modification simplifiée n°3 ;

Vu l'annonce légale parue dans le journal Sud Ouest le 31 juillet 2012 ;

Vu le registre mis à la disposition du public du 10 août 2012 au 10 septembre 2012, sur lequel ne figure aucune remarque et l'absence de courrier pouvant remettre en question la réduction de l'emplacement réservé 1f.

Considérant que le résultat de la mise à disposition au public ne justifie pas de modification du dossier ;

Considérant que la modification simplifiée du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal est prête à être approuvée, conformément au code de l'urbanisme ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

MAIRIE de SARLAT LA CANEDA (Dordogne)	
Reçu le	18 SEP. 2012
N° :	

Sous-Préfecture de SARLAT (Dordogne)	
REÇU LE	
18 SEP. 2012	
(Loi n° 82 213 du 02.03.1982)	

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

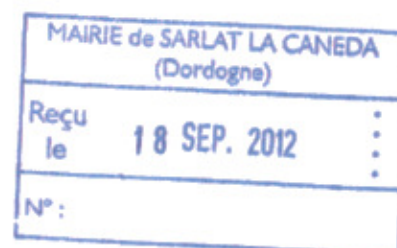
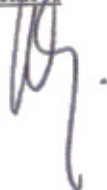
Vu l'avis de la Commission Administration Générale,

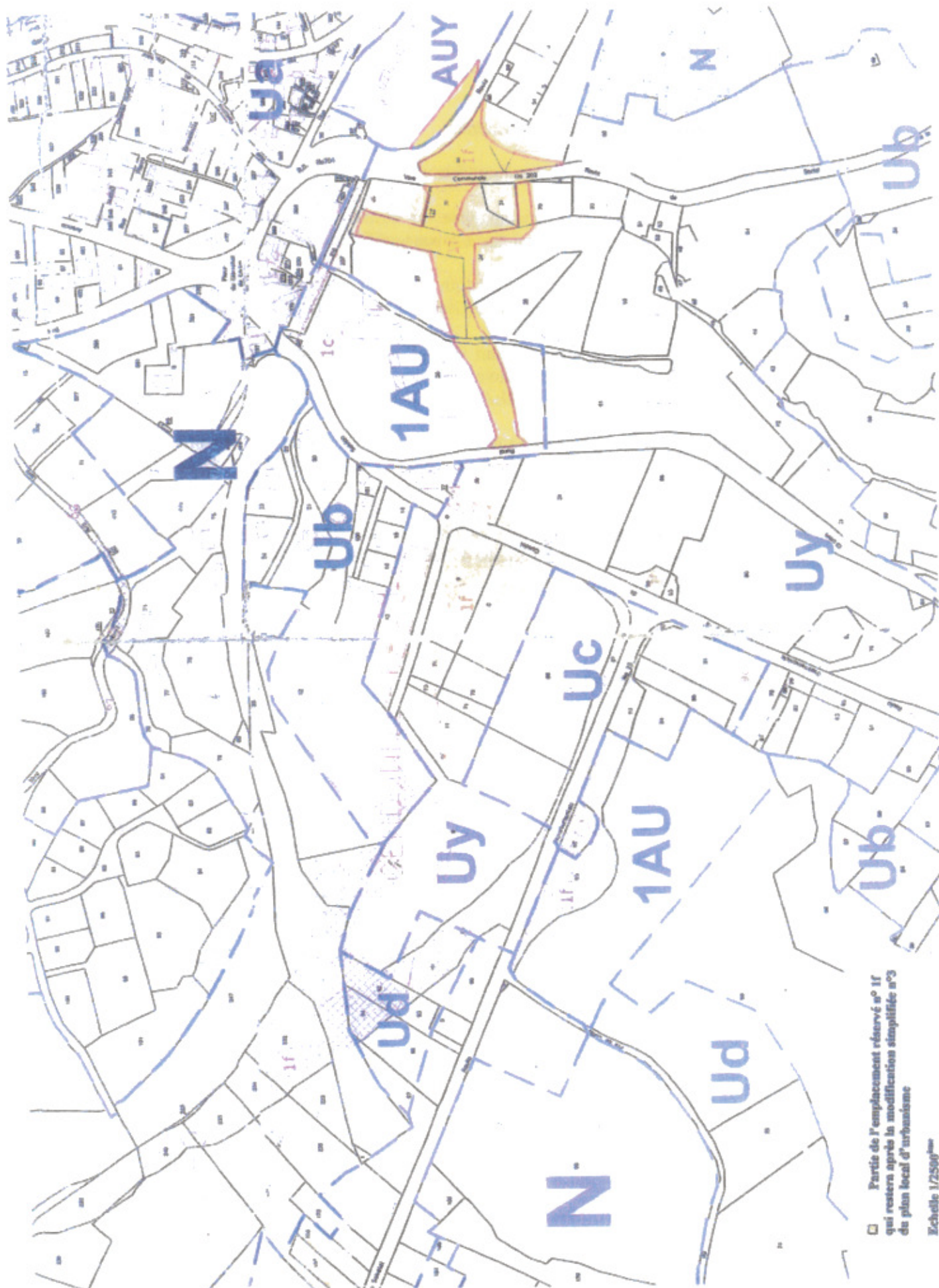
- **APPROUVE** le dossier de modification simplifiée n°3 tel qu'il est annexé à la présente ;
- **DIT** que la présente délibération accompagnée du dossier de modification du plan local d'urbanisme qui lui est annexé sera transmise à la sous-préfète de SARLAT-LA CANEDA;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans les journaux l'Essor Sarladais, le Sud-Ouest, et l'Echo de la Dordogne ;
- **DIT** que le dossier de modification du plan local d'urbanisme sera tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, à la mairie de SARLAT-LA CANEDA, et à la sous préfecture de SARLAT-LA CANEDA ;
- **DIT** que les dispositions en résultant ne seront exécutoires qu'à compter de sa réception par Madame la Sous-préfète de Sarlat-La Canéda et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité ;
- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**VOTE A L'UNANIMITE.**

**Fait et délibéré en Mairie,  
Le 14 septembre 2012  
Au registre sont les signatures.**

Le Maire,

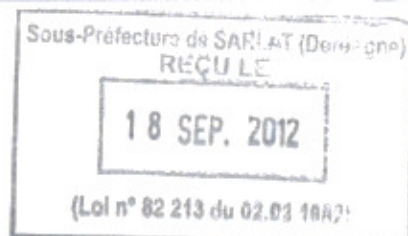




 Partie de l'emplacement réservé n° 1f  
 qui restera après la modification simplifiée n°3  
 du plan local d'urbanisme

Echelle 1/2500<sup>m</sup>

**DELIBERATION**  
**SEANCE DU 14 SEPTEMBRE 2012**



L'AN DEUX MILLE DOUZE, le QUATORZE SEPTEMBRE à DIX HUIT HEURES, le CONSEIL MUNICIPAL, à la suite de la convocation adressée par Monsieur le Maire, le SEPT SEPTEMBRE, s'est réuni à la MAIRIE en séance publique sous la présidence de **M. de PERETTI**, Maire.

**ETAIENT PRESENTS :** M. Jean-Jacques DE PERETTI, M. Philippe MELOT, Mme Marie-Louise MARGAT, Mme Dominique BOUSSAT-MICHELET, M. Francis LASFARGUE, Mme Marie-Pierre VALETTE, M. Patrick ALDRIN, Mme Marie-Pierre DELATTAINANT, Mme Jeanne ROUANNE, M. Soufiane ROUISSI, Mme Nadine PERUSIN, M. Etienne CLOUP, Mme Isabelle TEIXEIRA, Mme Marlies CABANEL, Mme Catherine AYMAR-GUILLAUME, M. Jean-Philippe CROUZILLE, Mme Carole DELBOS, M. Olivier THOMAS, M. Jacques GAUSSINEL, M. Toufik BENCHENA, M. Jean-Fred DROIN, M. Romain BONDONNEAU, M. Frédéric INIZAN, M. Bruno CAUDRON.

**Nombre de Conseillers**

En exercice : 29  
Présents : 24  
Votants : 29



**PROCURATION DE :** Mme Gilliane AUSSEL à Mme Marlies CABANEL, Mme Nicole SONTAG à M. Romain BONDONNEAU, M. Serge DA SILVA à M. Olivier THOMAS, M. Lucien CANTEGREL à M. Patrick ALDRIN, Mme Annick LE GOFF à M. Bruno CAUDRON.

Formant la majorité des membres en exercice.

Mme Catherine AYMAR-GUILLAUME a été élue Secrétaire.

**Délibération**  
**N°20**

**BILAN DE LA CONCERTATION ET APPROBATION DE LA**  
**REVISION SIMPLIFIEE N° 4 DU PLAN LOCAL D'URBANISME**  
**POUR LA REALISATION D'UNE CUISINE CENTRALE**



Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal les raisons qui ont conduit la commune à engager la procédure de révision simplifiée n°4 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U).

Il s'agit de créer une cuisine centrale destinée à la fabrication des repas pour les écoles de la commune afin d'une part, de répondre aux normes sanitaires et, d'autre part, d'optimiser les moyens matériels et humains dans le cadre de l'Agenda 21.

Cette unité centrale devra pouvoir fabriquer au moins 1000 repas par jour, se situer sur un terrain le plus plat possible et pouvoir être desservie facilement.

La commune est propriétaire d'une parcelle située au lieu-dit « Peinch Haut », cadastrée section AP n° 307, de 16 413 m², classée en zone naturelle (N) du PLU, qui correspond parfaitement aux objectifs.

MAIRIE DE SARLAT  
Hôtel de Ville  
Place de la Liberté  
B.P. N°163  
24205 Sarlat cedex  
Tél. 05 53 31 53 31  
Fax. 05 53 31 08 04  
www.sarlat.fr

Imprimé sur du papier  
écolabellisé

Considérant que la révision simplifiée du P.L.U. telle qu'elle est présentée aux membres du Conseil Municipal est prête à être approuvée, conformément aux articles susvisés du Code de l'urbanisme.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**Vu** l'Agenda 21, axe 3 mesure 44,

**Vu** l'avis de la Commission Administration Générale,

- **APPROUVE** le dossier de révision simplifiée n°4 tel qu'il est annexé à la présente ;
- **DIT** que la présente délibération accompagnée du dossier de révision du P.L.U. qui lui est annexé sera transmise à la sous-préfète de SARLAT-LA CANEDA ;
- **DIT** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans les journaux l'Essor Sarladais, le Sud-Ouest, et l'Echo de la Dordogne ;
- **DIT** que le dossier de révision du P.L.U. sera tenu à la disposition du public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, à la mairie de SARLAT-LA CANEDA, et à la sous-préfecture de SARLAT-LA CANEDA ;
- **DIT** que la présente délibération deviendra exécutoire dans un délai d'un mois suivant sa réception par la sous-préfecture de Sarlat-La Canéda, si celle-ci n'a notifié aucune modification à apporter à la révision simplifiée approuvée, ou dans le cas contraire à dater de la prise en compte de ces modifications et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité ;
- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

**VOTE A LA MAJORITE.**

**Pour : 28**

**Contre : 1 (M. INIZAN)**

**Fait et délibéré en Mairie,  
Le 14 septembre 2012  
Au registre sont les signatures.**

Le Maire



Sous-Préfecture de SARLAT (Dordogne)	
REÇU LE	
18 SEP. 2012	
(Loi n° 82 213 du 02.03.1982)	
MAIRIE de SARLAT LA CANEDA (Dordogne)	
Reçu le	18 SEP. 2012
N° :	

DEPARTEMENT

DORDOGNE

# **DELIBERATION** **DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES** **SARLAT-PERIGORD NOIR**

## **Séance du 29 février 2016**



L'an deux mille seize, et le vingt-neuf février à 18 heures, le Conseil de la Communauté de communes Sarlat-Périgord Noir, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, selon convocation en date du 22 février 2016 à Marcillac Saint Quentin, salle des fêtes de Saint Quentin, sous la présidence de Jean-Jacques de Peretti, Président.

Jean-Pierre DOURSAT est désigné comme secrétaire de séance.

Membres en exercice	37
Présents	32
Représentés	4
Votants	36
Abstentions	0
Exprimés	36
Pour	36
Contre	0

**Présents** : ALDRIN Patrick, ASTIE Jean-Luc, BONDONNEAU Romain, CABANEL Marlies, CASTAGNAU Jean-Claude, CLOUP Etienne, COLLARDEAU TRICHET Sophie, COQ-LEFRANCQ Hélène, CROUZILLE Patrick, de PERETTI Jean-Jacques, DELATTAINANT Marie-Pierre, DELIBIE Didier, DOURSAT Jean-Pierre, DUVAL Franck, KNEBLEWSKI Michel, LAMOUREUX Christian, LE GOFF Anick, MANET Roland, MARGAT Marie-Louise, MARTINET Jean-François, MELOT Philippe, PASSERIEUX Alain, PERUSIN Jean-Michel, PEYRAT Jérôme, ROUANNE Jeanne, SALINIE Patrick, SECRESTAT Benoit, TRAVERSE Frédéric, VALETTE Marie-Pierre, VANIERE Julien, VENANCIE Bernard, VEYRET Daniel.

**Procurations** : CHAUMEL Jean-Marie à LAMOUREUX Christian, DROIN Jean-Fred à SECRESTAT Benoit, FAUGERE Gisèle à CABANEL Marlies, NICOLAS Jeannine à de PERETTI Jean-Jacques.

**Absents excusés** : TREMOUILLE Thierry.

**Délibération N°2016-18**

### **BILAN DE MISE LA DISPOSITION DU PUBLIC DE LA** **MODIFICATION SIMPLIFIE N°5 DU PLAN LOCAL** **D'URBANISME DE LA COMMUNE DE SARLAT LA CANEDA**

Monsieur le Président rappelle que le dossier de la modification simplifiée n° 5 du PLU de Sarlat La Canéda concerne les emplacements réservés 1f et 1c situés au lieu-dit « Le Pontet Sud » et 4a situé au lieu-dit « Desmouret ».

Monsieur le Président présente le bilan annexé de la mise à disposition et de la consultation des personnes publiques associées. Il indique que la période de la mise à disposition est terminée et qu'aucune observation n'a été inscrite au registre ou adressée. Il dit également qu'un des trois avis reçus des personnes publiques associées a fait l'objet d'une réponse notée au bilan ci-annexé.

Monsieur le Président précise que cette modification simplifiée apporte des changements mineurs qui n'affectent pas l'économie générale du PLU.

Monsieur le Président propose donc aux membres du conseil communautaire de décider d'approuver la modification simplifiée.

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.123-13-1 et L123-13-3,

**Vu** le plan local d'urbanisme de la commune de Sarlat-La Canéda, approuvé le 22 avril 2006, modifié le 25 mai 2007, le 29 mai 2009 et le 14 septembre 2012, révisé le 29 mai 2009 et le 14 octobre 2011 et le 14 septembre 2012 et mis en compatibilité le 28 avril 2011.

**Vu** la délibération du conseil municipal de la commune de Sarlat-La Canéda, en date du 24 avril 2015 qui engage la procédure de modification simplifiée n°5 du plan local d'urbanisme,

**Vu** la délibération n°2015-108 du 14 décembre 2015 du conseil communautaire définissant les modalités de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n°5 du plan local d'urbanisme,

**Vu** l'avis favorable de l'architecte des Bâtiments de France en date du 18 novembre 2015 ;

**Vu** l'avis favorable avec réserves en date du 21 décembre 2015 du Président du conseil départemental et la réponse qui y est apportée ;

**Vu** l'avis favorable du Président de la chambre des métiers et de l'artisanat, en date du 18 décembre 2015 ;

**Vu** le bilan et le dossier annexés à la présente délibération,

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- **APPROUVE** telle qu'elle est annexée à la présente délibération, la modification simplifiée n° 5 du plan local d'urbanisme de SARLAT-LA CANEDA, portant sur la suppression des emplacements réservés 1f, 1c et 4a ;
- **DIT** que conformément aux articles R153-20 et R153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée pendant un mois au siège de la communauté de communes Sarlat-Périgord Noir et à la mairie de Sarlat-La Canéda, mairie concernée par le projet. La mention de cet affichage sera également insérée en caractères apparents dans un journal du département et sera publiée au recueil des actes administratifs de la communauté de communes ;
- **DIT** que la présente délibération sera transmise au représentant de l'Etat accompagnée du bilan et du dossier complet qui seront tenus à disposition du public à la communauté de communes, à la mairie de SARLAT-LA CANEDA et à la sous-préfecture aux jours et heures habituels d'ouverture. Elle sera exécutoire à compter de la mise en œuvre de l'ensemble des formalités prévues ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération ;
- **DIT** que les crédits nécessaires seront sont inscrits au budget primitif 2016.

Fait et délibéré, les jour mois et an que dessus,

Au registre sont les signatures,

Pour copie conforme.

Le Président,

Jean-Jacques de Peretti



**DELIBERATION**  
**SEANCE DU 22 AVRIL 2006**



L'an DEUX MILLE SIX, le VINGT DEUX AVRIL à DIX HEURES TREIZE, le CONSEIL MUNICIPAL, à la suite de la convocation adressée par M. le Maire le TREIZE AVRIL s'est réuni à la MAIRIE en séance publique sous la présidence de M. de PERETTI, Maire.

**Étaient présents :** M. Jean-Jacques de PERETTI Maire, M. Edmond MOUCHARD, Mme Thérèse TISSERAND, M. Jean-Michel GARRIGOU, M. Gaston GENTET, Mme Arlette LAROCHE, M. Guy GIRAUDET, M. Jacques GAUSSINEL, Mme Monique BOURRINET, M. Lucien CANTEGREL, Mme Giliane AUSSEL, Mme Marlies CABANEL, M. Pierre GRENOT, M. Louis DELMON, Mme Annick LE GOFF, Mme Sylvie EIDELMAN, M. Pierre MALBEC, M. Claude LAVAL.

**Nombre de Conseillers**

En exercice : 29  
Présents : 18  
Votants : 26

**Procuration de :** Mme Marie-Louise MARGAT à Mme Marlies CABANEL, M. Francis LASFARGUE à M. Gaston GENTET, M. Philippe MELOT à M. Edmond MOUCHARD, Mme Georgie GERY à Jean-Michel GARRIGOU, Mme Simone GARRIGOU à M. Jacques GAUSSINEL, Mme Bénédicte BEAUDOIN à M. Guy GIRAUDET, M. Olivier THOMAS à M. Lucien CANTEGREL, M. Henri GUIARDEL à Mme Sylvie EIDELMAN.

Formant la majorité des membres en exercice.

**Absents :** Mme Marie-Louise MARGAT, M. Francis LASFARGUE, M. Philippe MELOT, Mme Georgie GERY, Mme Simone GARRIGOU, M. José BASTOS, Mme Geneviève MOREAU-BORDENAVE, Mme Bénédicte BEAUDOIN, M. Olivier THOMAS, Melle Géraldine DUCLA, M. Henri GUIARDEL.

M. Pierre GRENOT a été élu Secrétaire.

=====

**Délibération**  
**N° 02**

**DROIT DE PREEMPTION URBAIN.**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la réglementation permet aux communes de créer un ou plusieurs périmètres de Droit de Préemption Urbain (D.P.U) à l'intérieur du secteur sauvegardé ainsi que sur tout ou partie des zones urbaines (zones U) ou des zones à urbaniser (zones AU et IAU) du Plan Local d'Urbanisme.

Ce Droit de Préemption Urbain consiste en la possibilité ouverte à la commune d'acquérir en priorité un bien immobilier mis en vente dans le périmètre institué en lieu et place de l'acquéreur prévu à l'origine.

MAIRIE DE SARLAT

Hôtel de ville  
Place de la Liberté  
B.P. N°163  
24205 sarlat cedex

Tél. 05 53 31 53 31  
Fax. 05 53 31 08 04  
www.sarlat.fr

L'acquisition se fait soit au prix proposé par le vendeur, soit au prix proposé par la commune en fonction de l'estimation du service des Domaines ou, à défaut d'acceptation de ce prix par le vendeur, au prix fixé par le Juge de l'Expropriation.

La réglementation prévoit pour le vendeur ou le notaire chargé de la vente l'obligation de déposer en mairie une déclaration d'intention d'aliéner (D.I.A) pour chaque vente effectuée en périmètre de D.P.U, à laquelle la commune est libre de donner suite dans un délai de deux mois.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que par délibération en date du 6 octobre 1989, il a institué un droit de préemption à l'intérieur du secteur sauvegardé ainsi qu'à l'intérieur des zones U, NA et INA délimitées par le Plan d'Occupation des Sols.

Le Conseil Municipal, entendu l'exposé de Monsieur MOUCHARD, après en avoir délibéré,

VU l'avis de la Commission Urbanisme en date du 17 mars 2006 ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.210-1, L.211-1 et suivants, L.213-1 et suivants, R.211-1 et suivants et R.213-1 et suivants ;

VU le plan de délimitation du périmètre prévu pour le Droit de Préemption Urbain ;

- **DECIDE** d'instituer un Droit de Préemption Urbain à l'intérieur du secteur sauvegardé ainsi qu'à l'intérieur des zones U, AU, 1AU du Plan Local d'Urbanisme ;
- **DIT** que, conformément à l'article R.211-3 du Code de l'Urbanisme, une copie de la présente délibération accompagnée d'un plan de délimitation du Droit de Préemption Urbain sera adressée à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux, au Conseil Supérieur du Notariat, à la Chambre Départementale des Notaires, au Barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance de Bergerac, aux Greffes des Tribunaux de Grande Instance de Bergerac et Périgueux ;
- **DIT** que la présente délibération accompagnée d'un plan de délimitation du Droit de Préemption Urbain sera également adressée à la Sous-Préfecture de SARLAT-LA CANEDA au titre du contrôle de légalité, au Service Instructeur des autorisations liées au droit des sols et au Service de l'Urbanisme de la Direction Départementale de l'Equipeement aux fins de mise à jour du Plan Local d'Urbanisme ;
- **DIT** que, conformément à l'article R.211-2 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois et mention en sera insérée dans les journaux « Sud-Ouest », « L'Echo de la Dordogne » et « L'Eclair Sarladais » ;

- **DIT** que, conformément à l'article L.213-13 du Code de l'Urbanisme, un registre sera ouvert en mairie dans lequel seront inscrites les acquisitions réalisées par exercice du Droit de Préemption Urbain et dans lequel sera précisée l'utilisation des biens ainsi acquis.
- **DIT** que toute personne pourra consulter ce registre ou en obtenir un extrait.
- **PRECISE** que la présente délibération prendra effet lorsque le Plan Local d'Urbanisme sera opposable.

**VOTE A L'UNANIMITE** par scrutin public à main levée.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Au registre sont les signatures.

**En Mairie, le 22 avril 2006.**

Le Maire,

Signé : Jean-Jacques de PERETTI

*Pour Ampliation,  
Certifié Conforme à l'original.  
Sarlat-La Canéda,  
Le 22 avril 2006.*



*L'Adjoint délégué,  
Edmond MOUCHARD.*

